

PROCÈS ANEP 2

KAOUANE ET GRINE LOURDEMENT CONDAMNÉS

Page 3

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8327 MERCREDI 29 OCTOBRE 2025
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

AVEC LA PARTICIPATION DE 49 PAYS

Coup d'envoi du 28e SILA

Page 9

SOMMET AFRICAIN SUR LE FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES

TEBBOUNE MONTRE LA VOIE DE LA RENAISSANCE

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a plaidé hier pour un Continent africain connecté et solidaire. Lors des travaux du 3 Sommet sur le financement des infrastructures pour le développement en Afrique, qui ont débuté à Luanda, dans la capitale angolaise, le président de la République a souligné que les infrastructures ne représentent pas de simples ouvrages matériels mais bien « les artères du développement et les clés de l'intégration africaine », constituant le socle essentiel pour la réalisation de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et des objectifs de développement durable à l'échelle mondiale. Page 3



SÉCURITÉ HYDRIQUE

Bientôt cinq nouveaux barrages

Page 4

LUTTE CONTRE LE CANCER

Tabler sur les données fiables

Page 6

ANNIVERSAIRE DE LA RADIO ET LA DE TÉLÉVISION

Le victorieux recouvrement

Page 24

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

HUAWEI ICT COMPETITION

Les étudiants algériens au rendez-vous de l'excellence

LA COMPÉTITION internationale du géant chinois Huawei, dédiée aux étudiants du monde entier, revient pour une nouvelle édition. Huawei ICT Competition 2025/2026 ouvre ses inscriptions en Algérie, offrant une nouvelle opportunité aux jeunes talents des universités et grandes écoles du pays de se mesurer aux meilleurs esprits du numérique à l'échelle mondiale.
Les inscriptions à cette prestigieuse compétition ont débuté cette semaine et se poursuivront jusqu'au 15 décembre 2025, a indiqué un communiqué rendu public, hier, par Huawei Algérie. Les étudiants algériens souhaitant y participer peuvent s'inscrire via le site officiel de Huawei ICT Academy. Cette édition mettra à l'honneur trois domaines clés des technologies de l'information : le Cloud, le Réseau et le Computing, avec également des épreuves consacrées à l'enseignement et à l'innovation.
Conçue pour stimuler les compétences pratiques et théoriques des participants, la Huawei ICT Competition permet aux étudiants de développer leur savoir-faire dans les technologies les plus avancées, tout en se préparant à une carrière internationale dans le domaine du numérique. Les équipes algériennes, rappelle le communiqué, ont brillé à plusieurs reprises lors des précédentes éditions. Ces six dernières années, des étudiants issus de grandes institutions comme l'USTHB, l'ESI Alger, l'ESI Sidi Bel Abbès, l'ENSTICP ou encore l'ENSTICT ont remporté plusieurs prix internationaux, illustrant la qualité de la formation et le niveau d'excellence atteint par les jeunes talents du pays.
En Algérie, l'événement est organisé en collaboration avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, ainsi que le ministère de la Poste et des Télécommunications, deux partenaires institutionnels qui soutiennent la promotion des compétences numériques nationales.
Lancée en 2015, la Huawei ICT Competition s'est imposée comme l'un des plus grands concours mondiaux dédiés aux technologies de l'information et de la communication. Elle offre une plate-forme internationale d'échange et de compétition pour les étudiants et enseignants, favorisant la créativité, la collaboration et l'innovation. Reconnu par l'Académie mondiale des compétences de l'Unesco, le concours est devenu un programme phare pour la formation et le développement des jeunes talents numériques. En Chine, il est classé parmi les concours nationaux de référence pour les étudiants universitaires. A l'échelle internationale, il attire chaque année un nombre croissant de participants venus de dizaines de pays, confirmant son rôle de véritable incubateur de compétences technologiques.

Lynda Louifi

ECOLE SUPÉRIEURE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Un pôle de savoir et d'innovation

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saïhi, a effectué hier une visite d'inspection à l'Ecole supérieure de la sécurité sociale (ESSS), dans le cadre du suivi de terrain des établissements relevant de son secteur.

Cette démarche s'inscrit dans la continuité des orientations du gouvernement, déterminé à moderniser la gouvernance du travail et du système national de protection sociale.
Dès son arrivée, le ministre a tenu à rappeler la place stratégique qu'occupe cette institution dans le processus de transformation du secteur. Affirmant que « l'Ecole supérieure de la sécurité sociale constitue un pôle d'excellence et un levier essentiel pour la modernisation du système national », il a salué la qualité du travail de formation et de recherche qui y est mené. Dans la logique du renforcement de la gouvernance publique et de l'amélioration continue de la qualité du service, M. Saïhi a relevé l'importance d'assurer un encadrement hautement qualifié capable d'accompagner les mutations sociales et économiques que connaît le pays. Il a souligné que « la modernisation des mécanismes de gestion passe par une meilleure articulation entre la formation académique et la pratique de terrain, appelant à un effort collectif pour rehausser le niveau d'expertise au sein des institutions du secteur.
Pour M. Saïhi, l'avenir de la sécurité sociale repose avant tout sur la compétence, l'innovation et la transparence. Mettant en exergue le rôle central de la formation continue et du développement des ressources humaines dans la réussite des réformes engagées par le gouvernement, il a déclaré que « notre mission est de garantir des prestations sociales de qualité, fondées sur la rigueur, la compétence et la proximité avec le citoyen ». Le ministre a également mis l'accent sur la nécessité de renforcer la numérisation des procédures, d'optimiser la gestion des données et d'améliorer la traçabilité des services rendus, autant d'éléments essentiels à la modernisation du système.
A travers cette visite, le ministre a tenu à réaffirmer l'engagement de son département à poursuivre la mise en œuvre de programmes ambitieux en matière de gouvernance, de formation et de qualité des services. Il a assuré



Un pôle d'excellence.

que « l'objectif est de bâtir un système de sécurité sociale plus inclusif, plus efficace et plus équitable, au service du développement national », traduisant ainsi la volonté du gouvernement de « valoriser le capital humain et de renforcer la professionnalisation du secteur », tout en consacrant les principes de justice et de solidarité sociale qui fondent la politique nationale de protection.
Créée en 2014, l'Ecole supérieure de la sécurité sociale s'impose aujourd'hui comme un centre d'expertise et de savoir-faire en matière de gestion des systèmes de protection sociale. En une décennie d'activité, elle a vu se succéder dix promotions, formant un total de 640 étudiants, dont plusieurs ressortissants étrangers. Placée sous la tutelle administrative du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, et la tutelle pédagogique du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, l'Ecole supérieure de la sécurité sociale dispense un enseignement de haut niveau dans des domaines stratégiques tels que le droit de la protection sociale, la gestion des entreprises, les systèmes d'information et la transformation numérique, ainsi que le calcul des risques et la finance. Ces spécialités, directement liées aux besoins des institutions de sécurité sociale, visent à former une nouvelle génération de cadres capables d'allier expertise théorique et compétence opérationnelle, dans une optique d'efficacité et de durabilité.
L'ESSS aspire à devenir une référence régionale et continentale dans le domaine du management de la protection sociale. Cette orientation s'appuie sur un accord de coopération signé en juin 2013 entre l'Algérie et l'Organisation internationale du travail (OIT), entériné par le décret présidentiel n°14-173. L'accord prévoit notamment la mise en réseau des compétences, la mutualisation des expériences et la contribution de l'Algérie au renforcement des capacités des pays du Maghreb et du Continent africain dans le domaine de la sécurité sociale. Une ambition que le ministre a saluée, soulignant qu'elle traduit la volonté du pays de partager son expertise et d'accompagner les pays frères dans la consolidation de leurs systèmes de protection.

Sihem Bounabi

TIPASA

Le centre universitaire Abdellah-Morsli hissé au rang d'université

APRÈS TREIZE années d'existence et d'activités en tant que centre universitaire de Tipasa, voilà que ce dernier vient d'être hissé au rang d'université de Tipasa, en vertu du décret exécutif n°25-267 du 7 octobre 2025.
Cette nouvelle nomination a été accueillie avec une grande joie et fierté au sein de la famille universitaire de Tipasa, où enseignants et étudiants n'ont pas lésiné sur les mots pour exprimer leur liesse suite à ce nouveau statut. « Nous avons vécu cette nouvelle comme un exploit, d'autant plus que c'est la résultante d'un effort collectif où tout un chacun a apporté sa pierre », commente Mohamed Hadidi, directeur-adjoint du centre universitaire.
« Actuellement, nous sommes en phase transitoire pour le passage au rang d'université », précise-t-il, avant d'ajouter : « Avec ce changement de statut, beaucoup de choses vont évoluer à commencer par l'organigramme et l'introduction du système des facultés qui va remplacer le fonctionnement actuel (instituts). »
Grâce au décret portant création de l'université de Tipasa, celle-ci sera constituée de 6 facultés : la faculté des sciences, la faculté des sciences de la nature et de la vie, la faculté des lettres et des langues, la faculté de droit, la faculté des sciences sociales et humaines, et, enfin, la faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion. « L'avantage de la faculté, c'est qu'elle dispose d'une autonomie totale en matière de gestion et de budget », explique l'intervenant. Pour autant, la même disposition, notamment dans son article 7, énonce que « les personnels du centre universitaire de Tipasa sont transférés à l'université de Tipasa, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur » et « les droits et les obligations des personnels concernés demeurent régis par les dispositions légales, statutaires ou contractuelles en vigueur, à la date du transfert ».
Il convient de noter que le centre universitaire de Tipasa a été créé en 2012, avec une capacité d'accueil actuelle qui dépasse les 19 000 étudiants qui suivent leurs parcours dans 27 filières d'enseignement regroupées dans sept domaines, alors que le nombre des spécialités dépasse les 70. « Il fallait satisfaire une somme de critères pour accéder au rang de l'université. Notre établissement a rempli toutes les conditions requises », a affirmé le directeur-adjoint du centre universitaire.
En plus de l'enseignement pédagogique et des spécialités enseignées, l'université compte plusieurs offres de doctorat, 10 laboratoires de recherche, 7 revues scientifiques, une filiale, une maison de l'intelligence artificielle, un centre de développement de l'entrepreneuriat, un incubateur, ainsi qu'une annexe de médecine récemment installée et une école normale supérieure spécialisée dans la formation de professeurs d'enseignement primaire, laquelle est opérationnelle à partir de cette année universitaire.

T. Bouhamidi

SOMMET AFRICAIN SUR LE FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES

Le plaidoyer de Tebboune

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a plaidé hier pour un Continent africain connecté et solidaire. Lors des travaux du 3e Sommet sur le financement des infrastructures pour le développement en Afrique, qui ont débuté à Luanda, dans la capitale angolaise, le président de la République a souligné que les infrastructures ne représentent pas de simples ouvrages matériels mais bien « les artères du développement et les clés de l'intégration africaine », constituant le socle essentiel pour la réalisation de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et des objectifs de développement durable à l'échelle mondiale.

Dans son message aux participants à cet événement, lu par le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, le chef de l'Etat a réaffirmé l'engagement constant de l'Algérie en faveur du développement africain, rappelant que l'Algérie, fidèle à ses principes de solidarité et d'unité, demeure attachée à soutenir la mise en œuvre de projets structurants et intégrateurs.

« La véritable renaissance économique de l'Afrique, a-t-il insisté, ne saurait se concrétiser sans la création d'infrastructures modernes et interconnectées répondant aux aspirations de nos peuples et aux exigences d'un monde en mutation ».

Dans son allocution, le Président Tebboune a appelé à la mise en place d'un environnement favorable facilitant « la libre circulation des personnes, des biens et des services à travers un réseau intégré de routes, de ports, de chemins de fer, d'espaces numériques et de sources d'énergie », condition indispensable à l'intégration régionale et à l'unification des marchés africains.

Il convient de souligner que M. Nasri a d'abord transmis les salutations fraternelles et l'estime du Président Tebboune à son homologue João Lourenço, président de la République d'Angola et président en exercice de l'Union africaine, saluant son initiative généreuse d'accueillir ce rendez-vous majeur et ses efforts sincères pour renforcer l'unité du continent et défendre ses causes vitales.

Le Président Tebboune a également félicité la Commission de l'Union africaine et l'Agence du NEPAD pour leur organisation exemplaire de cet événement qui, selon lui, « intervient à un moment crucial et traduit notre volonté commune de renforcer la coopération et de redoubler d'efforts face aux défis du développement que connaît notre continent ».

Cette nouvelle édition du Sommet de Luanda s'inscrit dans la dynamique continentale visant à mobiliser les financements nécessaires pour combler le déficit en infrastructures et à accélérer la transformation économique de l'Afrique dans le cadre de partenariats durables et équitables.



Le soutien constant de l'Algérie.

Cette rencontre est conviée à un moment où l'Afrique fait face à un déficit de financement des infrastructures supérieur à 100 milliards de dollars et se prépare à mobiliser les 1 300 milliards de dollars nécessaires à la mise en œuvre du Plan directeur continental pour les systèmes électriques (CMP) en vue de la création d'un marché unique de l'électricité en Afrique d'ici à 2040.

A lui seul, le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) nécessite 16 milliards de dollars par an pour réaliser des projets transfrontaliers transformateurs qui permettront de concrétiser les ambitions industrielles, commerciales et énergétiques du continent d'ici à 2030.

Grâce à des salles de négociation et des sessions de présentation d'investissements, les gouvernements et les institutions africains présenteront leurs portefeuilles d'infrastructures à des investisseurs potentiels, dans le but d'obtenir des engagements financiers pour les corridors régionaux, la production et le transport d'électricité, les plates-formes logistiques et les réseaux numériques.

L'un des thèmes centraux du sommet sera la quête permanente de l'Afrique pour un accès universel à l'énergie. A travers les projets énergétiques du PIDA, le marché unique africain de l'électricité (AfSEM) et le Plan directeur continental des systèmes électriques, le sommet explorera les mécanismes de financement destinés à combler les lacunes en matière d'accès à l'énergie pour plus de 600 millions d'Africains qui n'ont pas accès à l'électricité.

Hachemi B.

PROCÈS ANEP 2

Les anciens ministres Kaouane et Grine lourdement condamnés

LE PÔLE pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed a rendu, hier, son verdict dans l'affaire de l'ANEP (Agence nationale d'édition et de publicité).

Le tribunal a condamné l'ancien ministre de la Communication Djamel Kaouane et l'ex-président-directeur général de l'ANEP Amine Chekir à 8 ans de prison ferme. L'ancien ministre de la Communication Hamid Grine a, pour sa part, écopé de 4 ans de prison ferme.

Par ailleurs, le tribunal a infligé une peine de 5 ans de prison ferme à M. Chérif, directeur de la communication et de la publicité au sein de l'agence, ainsi qu'à L. Amar, directeur général de la filiale de messagerie rapide relevant de l'ANEP. Le Tribunal de première instance a condamné les autres coaccusés à des peines de 4 et 5 ans de réclusion. Certains ont bénéficié de la relaxe.

Le tribunal a également ordonné la confiscation de tous les comptes bancaires. Il a condamné les principaux accusés, Djamel Kaouane et Amine Echikr à verser chacun au Trésor public, une indemnité d'un million de dinars.

De plus, M. Chérif et L. Amar devront s'acquitter d'une indemnité de 500 000 dinars pour les préjudices causés. Tandis que Hamid Grine a été condamné à verser 200 000 dinars au Trésor public.

Il y a deux ans, une enquête judiciaire avait été ouverte à propos de soupçons de corruption et de dilapidation de fonds publics au sein de cette agence étatique chargée de la publicité institutionnelle. Cette enquête a conduit, en mars 2023, à la mise en détention provisoire de Kaouane et Echikr, en leur qualité d'anciens directeurs de l'ANEP (entre 2008 et 2018). Djamel Kaouane a également occupé le poste de ministre de la Communication en 2017. Quant à Hamid Grine, ancien ministre du même portefeuille, il a été placé sous contrôle judiciaire avec interdiction de quitter le territoire national. Dix autres responsables liés à l'agence de publicité publique font également l'objet de la même mesure.

Selon les mêmes sources, les accusations portent sur la dilapidation de deniers publics via l'octroi d'espaces publicitaires à des journaux fictifs ou « microscopiques » sans valeur éditoriale ou commerciale, abus de fonction, ainsi que favoritisme dans le choix des titres de presse bénéficiaires de la publicité publique.

L'ex-DG de l'ANEP est notamment accusé d'avoir octroyé largement de la publicité institutionnelle et publique à un quotidien dirigé par son épouse, selon les conclusions des enquêtes préliminaires. Selon les mêmes sources, cette situation a permis à ce jeune média d'engranger plusieurs milliards de centimes au bout de quelques années.

L'enquête aurait mis en lumière des graves irrégularités dans la gestion au sein de l'agence, dont le préjudice pourrait s'élever à plusieurs dizaines de milliards de centimes.

S. O. Brahim

CONFÉRENCE MONDIALE SUR LA JUSTICE CONSTITUTIONNELLE

Aslaoui prend part à Madrid aux travaux du 6e Congrès

LA PRÉSIDENTE de la Cour constitutionnelle, Mme Leïla Aslaoui, prend part, depuis hier, à Madrid (Espagne), aux travaux du 6e Congrès de la Conférence mondiale sur la justice constitutionnelle, ayant pour thème «Les droits de l'Homme des générations futures», indique un communiqué de la Cour.

Lors de ce Congrès, Mme Aslaoui sera accompagnée d'une importante délégation composée de membres de la Cour constitutionnelle, précise le communiqué.

Les participants aux travaux de ce Congrès aborderont la question des «droits de l'Homme des générations futures» à travers des séances portant sur plusieurs thèmes, tels que «la durabilité environnementale et la préservation du patrimoine culturel de l'humanité», «l'accès équitable aux technologies modernes», ainsi que «la protection de l'indépendance de la justice constitutionnelle».

Les travaux mettront également en lumière «les défis auxquels sont confrontées les juridictions constitutionnelles dans leurs efforts pour préserver les droits des générations futures et construire un avenir plus juste et plus durable», ajoute le communiqué, soulignant, à ce propos, que la Cour constitutionnelle «participera aux débats lors de la deuxième séance consacrée à la protection du patrimoine culturel de l'humanité».

En marge de cet important événement mondial, Mme Aslaoui participera à la réunion du Bureau de la Conférence mondiale sur la justice constitutionnelle, consacrée à l'examen de plusieurs questions relatives à l'organisation de la Conférence.

Pour rappel, la Cour constitutionnelle algérienne a été élue membre du Bureau de la Conférence mondiale, représentant le continent africain, avec l'approbation à l'unanimité de ses homologues africaines, lors du 5e Congrès tenu à Bali (Indonésie) en 2022.

La Conférence mondiale sur la justice constitutionnelle constitue le plus grand rassemblement des juridictions constitutionnelles à l'échelle internationale. Elle regroupe actuellement 124 Cours, Conseils constitutionnels et Cours suprêmes issus des cinq continents, et offre une plateforme d'échange d'expériences et de vues sur la justice constitutionnelle, en tant qu'élément essentiel de la démocratie, de la protection des droits de l'Homme et de l'Etat de droit.

S. N.

SÉCURITÉ HYDRIQUE

Cinq nouveaux barrages en cours de finalisation

Le secteur de l'hydraulique poursuit sa dynamique de développement, portée par d'importantes réalisations et un budget en hausse pour l'année 2026. Selon le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, pas moins de 81 barrages ont déjà été construits à travers le pays, offrant une capacité totale de stockage de 8,6 milliards de m3, un volume qui devrait atteindre près de 8,9 milliards avec la mise en service, dès le premier semestre 2026, de cinq nouveaux barrages.


Des projets d'envergure.

Ces infrastructures concernent les wilayas de Souk Ahras (barrage de Djedra), Tizi Ouzou (barrages de Sidi Khalifa et Souk Thlatha), El-Tarf (barrage de Boukhrfa) et Khenchela (barrage de Lazreg), a indiqué M. Derbal lors d'une séance d'audition, hier, devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN).

Le réseau national comprend également plus de 600 petits barrages et seuils hydrauliques, renforçant la sécurité hydrique à l'échelle nationale. Parallèlement, 18 stations de dessalement d'eau de mer d'une capacité globale de 3,75 millions de m³/jour ont été mises en service, selon le ministre, en plus de 13 stations monobloc capables de produire 85 000 m³/jour. Ces infrastructures ont permis d'étendre le réseau national de distribution d'eau potable à plus de 185 000 km, assurant un taux de raccordement de 98 % et une consommation moyenne de 180 litres par habitant et par jour. Le ministre a salué les efforts réalisés dans le domaine de l'assainissement, avec la mise en œuvre de 234 systèmes de traitement des eaux usées, dont 113 stations d'épuration et 121 systèmes de traitement naturel, pour une capacité totale de 1,13 milliard de m³ par an, dont 600 millions de m³ d'eaux traitées. Le taux de raccordement aux réseaux d'assainissement atteint désormais 93 %, grâce à un réseau long de 97 400 km. Le secteur couvre aujourd'hui 70 % des besoins en eau destinés à l'agriculture, qu'il s'agisse de ressources souterraines ou de surface.

UNE HAUSSE DE 19 % DANS LE BUDGET 2026

Afin d'accompagner ces avancées, le projet de loi de finances pour 2026 prévoit une enveloppe de plus de 370 milliards de dinars pour le secteur, soit une hausse de 19 % par rapport à 2025. Lors d'une séance d'audition devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale, Taha Derbal a précisé que le projet consacre 370,3 milliards de dinars en autorisations d'engagement et près de 531 milliards en crédits de paiement, en progression de 65 %. Le programme 2026 prévoit 67 nouvelles opérations dans le domaine de la mobilisation des ressources hydriques, pour plus de 43 milliards de dinars, ainsi qu'une réévaluation de huit projets totalisant 950 millions de dinars. Pour l'approvisionnement en eau potable et industrielle, 187 nouveaux projets sont inscrits pour un montant de 113 milliards de dinars, auxquels s'ajoute la réévaluation de 27 opérations pour 44 milliards de dinars. Dans le domaine de l'assainissement et de la protection de l'environnement, 67 nouveaux projets sont programmés (49 milliards de dinars), avec la réévaluation de 15 autres (6 milliards de dinars). Le volet de l'irrigation agricole bénéficiera de 30 nouvelles opérations (23 milliards de dinars) et d'une réévaluation estimée à 2 milliards de dinars. Le projet de loi prévoit également 71,5 milliards de dinars au titre des transferts de l'Etat en faveur des entreprises publiques économiques, soit une augmentation de 42 % par rapport à 2025. Sur ce montant, 52 milliards de dinars seront destinés à l'Algérienne des eaux, dont 43 milliards en compensation du coût de l'eau produite par les stations de dessalement. Par ailleurs, plus de 13 milliards de dinars sont prévus pour les dépenses de personnel au sein de l'administration centrale et des directions locales. Le ministère, qui compte 9 738 employés, n'a inscrit aucune création de poste budgétaire pour 2026. En outre, le ministre a souligné que les réalisations enregistrées en 2025 ont permis de consolider la dynamique du secteur, qui demeure un pilier essentiel de la sécurité hydrique et du développement durable en Algérie.

Rim Boukhari

BUDGET 2026

Priorité au développement d'un mix énergétique équilibré

LE MINISTRE de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a affirmé que le développement des énergies renouvelables et l'augmentation de leur part dans le mix énergétique national constituent une priorité dans les programmes des pouvoirs publics, insistant sur la nécessité d'instaurer un mix énergétique équilibré mobilisant toutes les sources disponibles. Le ministre a souligné que «le développement des énergies nouvelles et renouvelables ainsi que l'efficacité énergétique font partie des domaines prioritaires de la stratégie nationale de l'énergie», précisant que «la nouvelle structuration du secteur permettra au ministère de concentrer ses efforts sur l'accélération de la réalisation des objectifs fixés». Lors d'une séance d'audition organisée par la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) sur le budget de son secteur, inscrit dans le projet de loi de finances pour 2026, Adjal a expliqué que ces objectifs visent à diversifier les ressources énergétiques du pays, tout en atteignant un mix équilibré utilisant de manière optimale toutes les sources d'énergie, notamment en augmentant la part des énergies nouvelles et renouvelables. Dans ce cadre, le ministre a évoqué le projet de production de 15 000 MW d'énergie renouvelable à l'horizon 2035, dont la première phase, d'une capacité de 3 200 MW, est en cours de réalisation dans 14 wilayas. Parallèlement, le même responsable a mis en avant le lancement d'un programme visant l'électrification des zones isolées et éloignées du réseau, notamment dans le Sud, grâce à des systèmes solaires individuels et à des centrales photovoltaïques hors réseau.

Ce programme permettra, en plus de l'économie de gaz, de stimuler le développement industriel sur toute la chaîne de valeur, de favoriser la dynamique autour de l'hydrogène vert, d'exporter l'électricité issue de sources renouvelables et de réduire l'empreinte carbone, a précisé le ministre.

Par ailleurs, concernant le soutien de la facture d'électricité au profit des citoyens dans les wilayas du Sud ainsi que dans trois wilayas des Hauts Plateaux (Djelfa, El Bayadh et Naâma), M. Adjal a indiqué que «l'État consacre chaque année plus de 20 milliards de dinars» pour financer ce soutien. Soulignant l'importance de l'hydrogène comme ressource énergétique alternative majeure, le ministre a fait savoir que son département œuvre à développer progressivement ses usages dans plusieurs domaines, compte tenu des atouts et capacités considérables dont dispose l'Algérie. Il a précisé que la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement de ce secteur nécessite la synergie de plusieurs facteurs, notamment l'établissement d'un cadre réglementaire et institutionnel, la relance des études, la formation du capital humain, le transfert de technologie, le financement, et surtout la mise en place d'un marché transparent et compétitif. M. Adjal a ajouté que l'Algérie est entrée dans la deuxième phase de la feuille de route nationale pour le développement de l'hydrogène, consacrée aux projets pilotes menés par Sonelgaz et Sonatrach pour produire cette énergie alternative durable. Dans ce cadre, il a annoncé le lancement d'études de faisabilité technique et économique visant à déterminer les capacités et spécifications des projets, notamment celui de l'ammoniac vert au niveau de la raffinerie d'Arzew (Oran), ainsi que celui du carburant alternatif durable. Par ailleurs, le ministre a souligné que l'objectif du secteur, à travers le groupe Sonelgaz, est de renforcer l'interconnexion entre les régions du pays afin d'assurer la sécurité de l'approvisionnement énergétique, de réduire les coûts et d'améliorer la stabilité et la flexibilité du réseau électrique, notamment pour favoriser l'intégration des énergies renouvelables.

Évoquant les perspectives de coopération avec les pays africains dans le domaine de l'énergie, le ministre a exprimé la disposition du secteur, à travers Sonelgaz et ses filiales, à renforcer les échanges dans le domaine de l'électricité, ainsi qu'à partager l'expertise et les connaissances en matière d'études, d'ingénierie, de développement et de réalisation de projets, et de fourniture d'équipements (turbines, transformateurs, isolateurs, compteurs, stations de recharge pour véhicules électriques).

À ce titre, M. Adjal a révélé que Sonelgaz a réalisé plusieurs opérations d'exportation d'électricité, d'équipements et de services, pour une valeur totale estimée à 38,87 milliards de dinars algériens (soit environ 268 millions d'euros), dont 2 663 GWh d'électricité exportés, ainsi que des équipements livrés à la Tunisie, la Libye, l'Italie et l'Irak.

R. B.

NOUVELLE ÈRE POUR LE SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Nécessité d'accompagner la dynamique enclenchée

La nouvelle ère annoncée pour le secteur de l'agriculture, qui repose sur la science et l'innovation, est perçue comme une «nouvelle révolution agraire». La dynamique enclenchée par le secteur doit être accompagnée afin d'atteindre l'objectif de garantir la sécurité alimentaire et de relever les défis imposés par les changements climatiques.

«C'est une nouvelle révolution agraire qui s'annonce avec le changement des mentalités et des structures», a indiqué le président de la Chambre d'agriculture de la wilaya d'Alger, Brahim Djeribia, saluant les récentes initiatives du ministère de l'Agriculture, marquées par la tenue, les deux derniers jours, de la Conférence nationale sur la modernisation de l'agriculture, ainsi que l'installation du Conseil scientifique national de la sécurité alimentaire.

Selon le président de la Chambre d'agriculture d'Alger, il est nécessaire de passer à une étape supérieure, surtout que le potentiel ne manque pas. «Le pays dispose d'un grand potentiel naturel et aussi d'une ressource humaine qualifiée», a-t-il précisé, soulignant la nécessité de capitaliser ces acquis.

L'agriculture d'aujourd'hui ne doit pas rester «archaïque» et se limiter à des «pratiques d'un autre temps». Cela est possible avec l'introduction de nouvelles technologies et le recours accru à la science, qui n'est plus un choix mais une nécessité. M. Djeribia a, dans ce sens, salué l'installation du Conseil scientifique de la sécurité alimentaire, composé de spécialistes qui représentent différentes filières.

L'utilisation des nouvelles technologies est aussi primordiale, selon le président de la Chambre de l'agriculture, citant l'importance de l'utilisation des drones pour la gestion des grandes superficies agricoles, lesquels permettront aussi d'identifier des maladies et d'agir par conséquent. Selon lui, on ne peut pas répondre au défi de nourrir 65 millions d'habitants sans recourir à la science et à l'innovation.

En plus d'axer l'agriculture sur la recherche et l'innovation, il est également essentiel d'associer les professionnels du secteur, soit les agriculteurs, dans cette nouvelle démarche, a préconisé ce responsable, mettant en exergue la «grande expérience» dont disposent ces derniers. Le défi aujourd'hui étant surtout, a-t-il ajouté, de prendre en considération les changements climatiques, caractérisés notamment par des températures extrêmes.


Nouvelle révolution agraire.

Une situation qui impose, a-t-il dit, la révision de la cartographie agricole qui date «des années 1930» mais aussi d'opter pour des cultures qui s'adaptent à la sécheresse par exemple.

M. Djeribia, qui a mis en avant les bons résultats obtenus par le secteur de l'agriculture, avec une contribution à hauteur de 15 % au PIB ainsi qu'une production importante, a ainsi souligné la nécessité d'accompagner cette «dynamique installée». Il a, dans ce sens, évoqué les résultats réalisés par différentes filières, à l'instar de la pomme de terre, avec une production estimée à 400 quintaux/hectare, mais aussi les agrumes avec une production annuelle de 78 millions de quintaux, à laquelle on consacre une superficie de 80 000 hectares.

La filière pomme a, pour sa part, enregistré une dynamique, a précisé M. Djeribia, avec des niveaux de production importants. «C'est le fruit de la stratégie des hautes autorités du pays, avec notamment l'interdiction d'importation et aussi le soutien accordé aux opérateurs», a affirmé le président de la Chambre de l''agriculture de la wilaya d'Alger. Il a néanmoins souligné la nécessité d'accompagner les agriculteurs en développant la transformation et l'exportation des excédents afin de remédier aux pertes.

L'objectif d'augmenter les rendements du blé, en les portant à 40 quintaux/hectare et plus et atteindre l'autosuffisance, est aussi possible, a enchaîné le même responsable, qui a souligné les grandes capacités, notamment dans le sud du pays.

Un autre acquis, celui de ne plus importer, depuis «plus de 30 ans», la semence de blé, a tenu à signaler ce responsable, lequel a cependant souligné la nécessité de faire la même chose s'agissant des semences pour les cultures maraîchères. «Nous sommes toujours dépendant de l'étranger, comme c'est le cas pour plusieurs filières. Mais on doit travailler pour limiter notre dépendance», a-t-il indiqué, assurant que le «segment semences est une arme qu'on doit détenir».

Lilia Aït Akli

TIZI OUZOU

La production oléicole s'annonce prometteuse

LA PRODUCTION oléicole de cette année 2025/2026 s'annonce prometteuse. Il est attendu, selon les estimations faites par les services de la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya, une production de 600 000 quintaux. De la superficie totale de l'oliveraie que compte la wilaya de Tizi Ouzou, qui est de 38 000 ha, 30 000 ha constituent une superficie en rapport, c'est-à-dire cultivable. C'est ce qu'a indiqué le chef de service de l'organisation, de la production et de l'appui technique de la DSA, Nadir Boussa, au Jeune Indépendant.

Notre interlocuteur a indiqué qu'en matière d'huile, il est attendu une production de 12 millions de litres alors que l'année dernière (2024/2025), elle n'était que de 5,6 millions de litres. Le calcul établi concernant la quantité d'huile estimée à récolter est fait selon le principe qu'un quintal d'olives produirait 18 litres d'huile.

Concernant les huileries, la wilaya de Tizi Ouzou en compte 353 dont 200 sont traditionnelles, 33 semi-traditionnelles et 114 modernes. Par huilerie traditionnelle, il faut comprendre huilerie dont l'extraction de l'huile se fait par l'outil dit «escourtin». Les poches de celui-ci sont d'abord remplies d'olives broyées avant de le serrer avec forte pression. C'est sous l'impact de cette forte pression que l'huile et la margelle se dégagent de l'escourtin. Avec un système de conduit menant vers une vasque, l'huile et la margelle s'y mélangent. Mais, comme l'huile est plus légère que la margelle, elle remonte dès lors à la surface de la vasque. Ensuite, avec un récipient on la cueille. En revanche, dans l'huilerie moderne, on n'utilise pas l'escourtin.

Après broyage des olives, l'huile suit automatiquement un conduit menant vers un énorme récipient. Idem concernant la margelle. L'huilerie à traction animale (muletière ou chevaline), la wilaya de Tizi Ouzou n'en compte à présent qu'une seule. Le recours à ce système de l'ancienne époque est surtout de nature culturelle. Cette huilerie à traction animale est sise à Bouzeguène, région réputée pour son attachement à la culture puisée des méthodes et pratiques anciennes. En revanche, le recours aux huileries modernes obéit à la logique économique. C'est ce qui explique le nombre, sans cesse croissant, de ces nouveaux moyens d'extraction d'huile. Notons enfin que le coup d'envoi officiel de la campagne oléicole 2025/2026 est prévu pour ce jeudi.

De notre bureau,
Saïd Tissegouine



CAMPAGNE LABOURS-SEMAILLES À MÉDÉA

Un objectif d'emblavement de 115 hectares

LA CAMPAGNE agricole dans la wilaya de Médéa connaît un début hésitant pour des considérations liées à la faiblesse du niveau de précipitations enregistrées durant ces dernières semaines. C'est ce qu'a déclaré le directeur des services agricoles (DSA) de Médéa, Mohieddine Belhimer. Compte tenu de ce facteur climatique déterminant pour la céréaliculture, l'objectif d'emblavement a été fixé à 115 ha pour la campagne agricole 2025/2026, objectif validé par la commission de wilaya chargée du suivi de la campagne labours-semailles, a fait savoir M. Belhimer sur les ondes de la Radio nationale. Selon le même responsable, toutes les conditions matérielles ont été réunies, notamment en ce qui concerne la disponibilité des intrants en quantités suffisantes, en matière de semences et d'engrais au niveau de la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) de Berrouaghia. Pas moins de 200 000 quintaux de semences collectées localement et en provenance d'autres wilayas du pays sont mis à disposition des fellahs, a indiqué le DSA, l'occasion pour lui également de lancer un appel en direction des agriculteurs pour s'approvisionner en semences et engrais auprès de la CCLS. Dans le cadre des mesures prises, la DSA a déployé des efforts qui ont été matérialisés, lors de la dernière campagne agricole, par l'organisation de caravanes de sensibilisation, de journées d'études, de journées techniques et de sorties sur terrain. Des efforts qui ont permis au secteur de parvenir à une superficie emblavée de plus de 106 000 ha la saison écoulée et d'entreprendre la même démarche cette année pour atteindre l'objectif fixé à 115 000 ha. Par ailleurs, il est mis un accent particulier sur l'extension des cultures stratégiques, notamment la culture du tournesol, qui a occupé, au cours de la dernière campagne, une superficie de 145,5 ha. Des efforts seront déployés pour l'augmentation de la superficie de cette variété oléagineuse au cours de cette campagne agricole, a encore fait savoir le même responsable. Il en va de même pour ce qui concerne la culture du colza cultivé dans les unités agricoles de production (UAP), lesquelles ont été mobilisées pour la production de cette variété d'oléagineux, a-t-on souligné.

Le développement des cultures stratégiques relève de la démarche des pouvoirs publics telle qu'exprimé par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, à l'occasion de la tenue de la Conférence nationale sur la modernisation de l'agriculture à travers l'augmentation du taux d'irrigation au goutte-à-goutte et le recours aux eaux traitées en agriculture.

Nabil B.

RÉSEAU CENTRE DES REGISTRES DU CANCER

Plus de 56 300 nouveaux cas en 2023

UNE SYNTHÈSE des données du Réseau Centre des registres du cancer pour l'année 2023 a été présentée, hier, par le Pr Bouamra, directeur de l'Institut national de santé publique (INSP), lors de l'ouverture de la rencontre annuelle du Réseau national des registres du cancer.

Le Réseau national des registres du cancer collecte et analyse les données relatives à cette maladie dans l'ensemble des wilayas du pays, couvrant une population de plus de 46 millions d'habitants. Selon les données de 2023 première année de reprise complète après l'interruption des activités de collecte pendant deux ans en raison de la pandémie de Covid-19 , 56 319 nouveaux cas de cancer ont été enregistrés au niveau national, dont 24 716 chez les hommes et 31 603 chez les femmes.

Chez les hommes, le cancer du côlon-rectum arrive en tête avec 3 441 nouveaux cas, suivi du cancer de la prostate (3 592 cas), du cancer du poumon (3 448 cas), du cancer de la vessie (2 189 cas) et de l'estomac (1 362 cas).

Chez les femmes, le cancer du sein demeure le plus fréquent avec 14 074 nouveaux cas, suivi du côlon-rectum (3 039 cas), du cancer de la thyroïde (2 287 cas), de l'ovaire (892 cas) et de l'estomac (900 cas).

Les données révèlent une hausse continue du cancer du sein sur la période 2015-2023. « Le cancer du sein est le premier cancer et son poids est en constante progression, représentant 44,53 % de l'ensemble des cancers féminins en 2023 », indique le rapport.

Par ailleurs, le cancer colorectal est désormais le premier cancer masculin et le deuxième féminin, tandis que le cancer de la prostate connaît une augmentation liée à un meilleur accès au diagnostic et à l'allongement de l'espérance de vie.

Les rédacteurs de la synthèse recommandent de consolider les registres régionaux, d'améliorer la qualité et l'exhaustivité des données, et de mettre en place une stratégie nationale de dépistage actif ciblant les cancers les plus fréquents.

Ils soulignent que le dépistage précoce demeure le seul moyen efficace pour réduire la mortalité par cancer et son impact économique, plaidant pour son intégration dans les structures de proximité, avec un encadrement, une réglementation et une évaluation rigoureuse.

Lynda L.

LUTTE CONTRE LE CANCER

Des données fiables pour une meilleure prise en charge

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudène, a mis en avant, lors de l'ouverture des travaux de la rencontre annuelle du Réseau national des registres du cancer de la population, le rôle essentiel des outils scientifiques dans l'élaboration des politiques de santé publique et de lutte contre le cancer, qui constitue l'un des défis sanitaires majeurs.

Dans son allocution d'ouverture, le ministre a rappelé que le cancer figure parmi les principales causes de mortalité dans le monde et que la réponse à ce fléau ne peut être efficace que si elle repose sur des données précises et fiables. « Les registres du cancer nous permettent de mieux connaître la réalité épidémiologique de la maladie, sa répartition géographique et démographique, ainsi que les facteurs qui y sont associés », a-t-il déclaré, soulignant qu'ils constituent un pilier essentiel pour orienter les politiques de santé avec plus de précision et d'efficacité.

Le ministre a mis en avant les progrès accomplis par l'Algérie dans la mise en place d'un réseau national de registres régionaux et de wilaya, couvrant l'ensemble du territoire. Ces registres, conformes aux standards internationaux du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), garantissent la qualité, la fiabilité et la régularité de la mise à jour des données, faisant de l'Algérie une référence régionale en matière de collecte d'informations épidémiologiques.

S'inscrivant dans la stratégie nationale de modernisation du secteur de la santé, le ministère œuvre à la digitalisation complète de la gestion des registres du cancer. Ce processus vise à connecter électroniquement les registres aux hôpitaux, laboratoires et centres régionaux, afin de faciliter la collecte, l'analyse et la centralisation des données à l'échelle nationale.

« La transformation numérique permettra d'accélérer la remontée des informations, de garantir leur exactitude et de disposer d'une base de données actualisée pour la recherche, la planification et la prévention », a précisé le ministre.

Le responsable du secteur a insisté sur la nécessité d'une collaboration étroite entre les différents acteurs de la santé publique – institutions, chercheurs, professionnels et partenaires – pour consolider les acquis et développer des stratégies intégrées axées sur la prévention, le dépistage précoce et le traitement adapté.


Mohamed Seddik Aït Messaoudène.

Le ministre de la Santé a tenu à remercier les cadres, chercheurs et experts ayant contribué à la réussite de ce projet national. Il a réaffirmé l'engagement de son département à poursuivre les efforts de modernisation du système d'information sanitaire et à actualiser régulièrement les registres du cancer, afin de permettre à l'Algérie de faire face efficacement aux défis liés à cette maladie et d'assurer à chaque citoyen un diagnostic précoce, un traitement adéquat et une prise en charge complète. « Notre objectif est de bâtir un système de santé fondé sur la connaissance, la transparence et la performance, au service de la vie et de la dignité de chaque citoyen », a conclu le ministre.

Lynda Louifi

COOPÉRATION INTERSECTORIELLE

Plan d'action pour une santé connectée et efficace

LE VASTE chantier de la numérisation du secteur de la santé et des moyens de renforcer la coordination intersectorielle pour l'accélération de sa mise en œuvre a été au centre de la réunion de coordination, coprésidée par le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudène, avec la haut-commissaire à la numérisation avec rang de ministre, Meriem Benmouloud, en présence de cadres des deux institutions. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère de la Santé.

Dès l'ouverture des travaux de la rencontre, Aït Messaoudène a déclaré que la numérisation du secteur figure parmi les priorités de la stratégie nationale, affirmant que le ministère de la Santé œuvre à la mise en service effective du dispositif avant la fin de l'année en cours. Il a souligné la volonté de son département d'accélérer « le passage effectif vers un système de santé numérique intégré, capable de connecter l'ensemble des établissements hospitaliers à travers une plate-forme nationale unifiée ».

Le ministre a ajouté que « cette interconnexion permettra de mutualiser les données, d'améliorer la coordination entre les structures médicales et de garantir une meilleure qualité des soins et une prise en charge homogène du patient, quel que soit l'établissement fréquenté ». Les travaux de la réunion ont porté sur la finalisation d'une feuille de route technique bilatérale à court terme, destinée à accompagner le ministère de la Santé dans les différentes étapes de sa transition numérique. Les deux parties ont relevé l'importance de structurer les priorités et de mettre en place une approche intégrée, centrée sur l'efficacité des services et l'amélioration du parcours du patient. M. Aït Messaoudène a tenu à souligner que le dossier électronique du patient constitue la pierre angulaire de ce processus de modernisation, précisant que cela permettra de centraliser, dans une base de données sécurisée, toutes les informations médicales du patient, accessibles à tout moment via la carte nationale d'identité ou un identifiant numérique unique.

Il a ainsi assuré que « ce système évitera les répétitions d'analyses et d'examens, facilitera la prise de rendez-vous en ligne, le suivi médical et la coordination entre les spécialités. Il a soutenu que « cette réforme introduira une véritable rupture dans les méthodes de gestion et de planification, notamment avec l'intégration du système contractuel interne dans la nouvelle architecture numérique ».

IDENTIFIANT NATIONAL POUR UN SUIVI FIABLE ET TRANSPARENT

Relevant la dimension stratégique du projet, M. Aït Messaoudène a mis en avant le rôle essentiel de l'identifiant national du patient, instrument garantissant la fiabilité et la cohérence des données à l'échelle du territoire. Il a ajouté que « ces outils modernes représentent un socle fondamental pour bâtir un système sanitaire transparent, efficace et durable ».

Par ailleurs, le ministre de la Santé a appelé à la mise en service effective de la plate-forme nationale des données prioritaires, notamment celles liées à la disponibilité des médicaments, à la maintenance des équipements médicaux et aux traitements spécialisés tels que la radiothérapie. Il a également insisté sur la création de nouvelles plates-formes dédiées à la gestion du personnel de santé, à la formation continue et à la planification des besoins, soulignant que la digitalisation doit aussi renforcer la gouvernance interne du secteur. Un autre axe majeur portera sur la constitution d'une base de données démographiques nationale, outil indispensable pour un pilotage sanitaire précis et fondé sur des données réelles. Le ministère prévoit aussi le lancement d'une plate-forme de suivi des lits d'hospitalisation, permettant d'orienter les patients en temps réel selon les disponibilités, à l'échelle régionale comme nationale.

Pour sa part, M. Benmouloud a réaffirmé l'engagement total du Haut-Commissariat à la numérisation à mobiliser toutes les compétences techniques et humaines pour accompagner le ministère de la Santé dans ce processus structurant. Elle a aussi mis en avant le caractère hautement stratégique et sensible du secteur de la santé, soulignant que la numérisation représente un levier essentiel pour rapprocher le citoyen des services publics. Elle a également déclaré que « notre objectif commun est de permettre à chaque Algérien d'accéder à des soins de qualité, dans la transparence et la simplicité ».

A l'issue de la réunion, les deux ministres ont souligné que la réussite de la digitalisation du système de santé constitue une réussite nationale, car elle incarne la volonté de bâtir une administration moderne, efficiente et connectée. Ils ont ainsi appelé à une mobilisation collective de tous les acteurs institutionnels, techniques et médicaux pour concrétiser ce chantier d'envergure.

Sihem Bounabi

SABOTAGE DE NORD STREAM

L'Italie approuve l'extradition d'un suspect ukrainien vers l'Allemagne

La cour d'appel de Bologne a validé l'extradition vers l'Allemagne d'un Ukrainien accusé d'avoir participé au sabotage des gazoducs Nord Stream en 2022. Le suspect, arrêté près de Rimini, reste en détention en attendant la décision de la Cour de cassation.



La justice italienne a confirmé ce 27 octobre l'extradition vers l'Allemagne d'un Ukrainien soupçonné d'avoir participé au sabotage des gazoducs Nord Stream en 2022, selon Reuters. Identifié sous le nom de Sergueï Kouznetsov, l'homme est accusé par les procureurs allemands d'avoir pris part à une opération visant à détruire des infrastructures énergétiques essentielles reliant la Russie à l'Europe. La cour d'appel de Bologne a validé le transfert du suspect, confirmant une décision rendue précédemment. L'affaire, toutefois, n'est pas close : le dossier doit encore être examiné par la Cour de cassation italienne, qui devrait se prononcer dans les prochaines semaines. En attendant cette audience, l'accusé demeure en détention en Italie. Toujours selon Reuters, la défense a annoncé vouloir déposer un nouveau recours, invoquant des questions de droit international et de droits humains. L'avocat du suspect, Nicola Canestrini, soutient que son client devrait bénéficier d'une forme d'immunité, mais cette position reste sans effet sur la procédure en cours. Les autorités allemandes, de leur côté, se sont abstenues de tout commentaire sur les démarches entreprises en Italie. Cette décision de la justice italienne contraste avec celle récemment prise en Pologne. Le 17 octobre, un tribunal polonais a ainsi rejeté la demande d'extradition d'un autre ressortissant ukrainien recherché dans la même affaire et a ordonné sa libération. Les explosions qui ont frappé les gazoducs Nord Stream 1 et 2 en septembre 2022 ont provoqué une rupture majeure dans les approvisionnements énergétiques vers l'Union européenne. L'acte, qualifié de sabotage tant par les autorités occidentales que par la Russie, a marqué un tournant dans la crise énergétique du continent. Aucun auteur n'a été officiellement désigné responsable. L'Ukraine a nié toute implication, tandis que l'enquête allemande se poursuit pour identifier les exécutants et les commanditaires.

Si l'extradition est confirmée, Sergueï Kouznetsov devra répondre de plusieurs chefs d'accusation, notamment de collusion pour provoquer une explosion, de sabotage anticonstitutionnel et de destruction d'infrastructures critiques. Pour rappel, selon les médias occidentaux, il s'agit d'un ancien capitaine des forces armées ukrainiennes et ancien officier du Service de sécurité de l'Ukraine. Le suspect était membre d'une unité située près de Kiev en 2022. L'ex-militaire possède deux passeports ukrainiens délivrés sous des noms différents.

R. I.

POUR FAIRE FACE À LA LIGNE PRO-KIEV DE BRUXELLES

Un axe Budapest–Prague–Bratislava

LA HONGRIE chercherait à former avec la Tchéquie et la Slovaquie un bloc sceptique vis-à-vis du soutien européen à l'Ukraine, selon Politico. L'initiative s'étendrait aussi au Parlement européen, où Viktor Orban cherche à bâtir de nouvelles alliances, de la droite conservatrice à d'autres courants eurosceptiques. La Hongrie cherche à constituer avec la Tchéquie et la Slovaquie une alliance au sein de l'Union européenne visant à remettre en question la ligne dominante de soutien à l'Ukraine, a rapporté Politico ce 28 octobre. L'objectif serait de renforcer les positions communes entre ces trois États avant les réunions des dirigeants européens, notamment par des concertations préalables aux sommets. Bien qu'aucun accord formel n'ait encore été conclu, le média américain estime que cette initiative pourrait freiner les efforts européens de soutien à Kiev, sur les plans financier comme militaire. Balazs Orban, proche conseiller du Premier ministre hongrois, affirme que la création d'un tel bloc paraît inévitable et qu'elle se rendra visible dans les mois à venir. Il a rappelé que cette logique d'action collective avait déjà porté ses fruits lors de la crise migratoire, quand le groupe de Visegrad 4 — né en 1991 pour défendre les intérêts communs de l'Europe centrale et réunissant la Hongrie, la Tchéquie, la Slovaquie et la Pologne — s'était opposé aux politiques migratoires de l'UE. À l'époque, Varsovie, dirigée par le Premier ministre Mateusz Morawiecki, avait joué un rôle moteur en défendant le renforcement des frontières extérieures et en rejetant la répartition obligatoire des migrants entre États membres, note Politico. Aujourd'hui, la nouvelle configuration envisagée ne comprendrait que trois pays, la Pologne s'étant éloignée de cette ligne. Son actuel Premier ministre, Donald Tusk, affiche une position résolument pro-ukrainienne et ne semble pas disposé à rejoindre une coalition menée par Budapest, toujours selon Politico. En revanche, le Slovaque Robert Fico et le Tchèque Andrej Babis partagent une approche plus prudente vis-à-vis du conflit : tous deux prônent le dialogue avec Moscou plutôt que l'escalade économique et les sanctions prolongées. Cependant, la reconstitution d'un bloc de type Visegrad pourrait demander du temps. Si Robert Fico, revenu au pouvoir en 2023, affiche une proximité idéologique avec Viktor Orban, il ne s'est pas encore officiellement engagé sur des positions communes concrètes. Quant à Andrej Babis, malgré la victoire de son parti aux dernières élections, il n'a pas encore formé de gouvernement, ce qui retarderait toute coordination régionale. Extension de l'influence hongroise à Bruxelles La stratégie de Viktor Orban dépasse largement le cadre régional, note le média américain. Son parti, le Fidesz, chercherait désormais à tisser des alliances à l'échelle européenne, notamment au Parlement. Balazs Orban, son directeur politique, a affirmé que Budapest dialogue avec plusieurs groupes — des Conservateurs et réformistes européens à l'Europe des nations souveraines — et même avec certaines formations de gauche prêtes à contester la majorité centriste actuelle. Le conseiller du Premier ministre hongrois a estimé que cette recomposition pourrait affaiblir le soutien dont bénéficie Ursula von der Leyen, tout en offrant au Fidesz une place centrale dans une nouvelle coalition souverainiste. **R. I.**

MAROC

Les victimes du séisme d'Al Haouz annoncent un sit-in devant le Parlement

LA COORDINATION marocaine des victimes du séisme d'El-Haouz a annoncé l'organisation d'un sit-in de protestation devant le Parlement à Rabat, lundi prochain, pour protester contre l'indifférence des autorités face à la situation difficile dans laquelle se trouvent des milliers de familles qui vivent encore, deux ans après le tremblement de terre, sous des tentes en plastique et dans des conditions indignes.

Dans un communiqué rendu public dimanche, la Coordination a affirmé que «cette démarche intervient suite à l'échec du gouvernement à tenir ses promesses concernant la reconstruction (des habitations) et le relogement des victimes», considérant que la situation actuelle représentait «une atteinte avérée aux droits des citoyens et un recul quant aux engagements annoncés dans la déclaration du gouvernement du 14 septembre 2023».

Selon la coordination, les chiffres relatifs aux montants des compensations «ne sont pas précis». Elle a ajouté que de nombreuses familles «n'ont obtenu qu'une compensation partielle alors que leurs domiciles se sont effondrés complètement».

Elle a assuré, en outre, que «l'absence de transparence concernant la gestion de ce dossier a aggravé la souffrance des habitants, notamment avec l'approche de l'hiver».

La coordination a appelé les mouvements citoyens et ceux des droits humains ainsi que les médias à se tenir du côté des victimes et à participer au rassemblement de protestation afin d'exiger des autorités de revoir leur gestion de ce dossier et de faire en sorte que les responsables rendent des comptes pour avoir «lamentablement échoué à répondre aux besoins des victimes».

Le cas des victimes du séisme d'El Haouz révèle le désintérêt du gouvernement lorsqu'il est question de répondre aux victimes des catastrophes, estiment des observateurs. Il dévoile également un dysfonctionnement structurel au niveau des mécanismes de solidarité à l'échelle du pays.

Les victimes du séisme d'El Haouz ont déjà organisé des sit-in de protestation durant les mois passés sans que les autorités ne réagissent.

Exprimant leur mécontentement quant à l'indifférence affichée par les autorités, les victimes se disent déterminées à poursuivre leurs actions de protestation jusqu'à satisfaction de leurs revendications. **R. I.**

IRRIGATION DES SUPERFICIES AGRICOLES DE TIARET

Extension de près de 3.000 hectares

LES SUPERFICIES irriguées dans la wilaya de Tiaret devront s'étendre de plus de 3.000 hectares, durant la campagne agricole 2025-2026. C'est ce qu'a déclaré, lundi, Boualem Mekhanag, directeur des services agricoles, Boualem Mekhanag.
M. Mekhanag a souligné que la plupart de ces superficies seront affectées à la production céréalière dans le périmètre irrigué situé sur les rives du barrage de Dahmouni, à travers l'utilisation des eaux traitées à la station d'épuration des eaux usées, dont les travaux connaissent des avancées significatives.
Par ailleurs, l'exploitation de dizaines de puits profonds réalisés par les agriculteurs, pendant l'été, débutera grâce aux licences qu'ils ont obtenues, outre l'électrification rurale de plusieurs d'entre eux, ce qui aidera les professionnels à étendre les superficies irriguées, a-t-il précisé.
Les superficies irriguées de la wilaya de Tiaret dépassent actuellement 50.000 hectares, dont 18.000 hectares sont destinés aux céréales, en plus des arbres fruitiers et des légumes, où 2,1 millions de quintaux d'oignons et 7548.000 quintaux de pommes de terre ont été produits, en plus d'autres produits, a relevé la même source.

R. R.

RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ À EL-MEGHAÏER

Plus de 850 exploitations agricoles raccordées depuis 2022

PAS MOINS de 859 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau d'électricité dans la wilaya d'El-Meghaïer, depuis 2022. C'est ce qu'a annoncé, lundi du directeur local des services agricoles (DSA), Abdelouahab Hmidatou.
Retenue dans le cadre du programme national d'électrification agricole, cette opération, qui a touché plusieurs communes de la wilaya à travers la réalisation d'un réseau de 291 km, a permis d'améliorer les conditions de l'activité agricole et d'augmenter la production, a souligné M. Hmidatou lors des travaux de la 3ème session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) pour l'année 2025.
La direction locale de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) a reçu jusqu'au 15 octobre courant pas moins de 1.046 demandes de la part des agriculteurs pour raccorder leurs exploitations au réseau d'électricité, dont 105 demandes sont encore à l'étude, selon le DSA.
Sur un total de 859 exploitations agricoles raccordées au réseau d'électricité, 482 exploitations leurs propriétaires ont déjà réglé leurs créances envers la Sonelgaz, pour un montant global estimé à un milliard de DA, a-t-il ajouté.

R. R.

OUARGLA

Élan de développement tous azimuts à Rouissat

La commune de Rouissat, dans la wilaya d'Ouargla, connaît ces dernières années une véritable relance économique et sociale grâce à la mise en œuvre de multiples projets de développement. Entre essor agricole, programmes d'habitat, infrastructures éducatives, sanitaires et sportives, cette collectivité de près de 100.000 habitants voit son cadre de vie se transformer profondément, portée par des investissements publics soutenus et une politique locale axée sur la modernisation et la création d'opportunités pour les jeunes.



Cette collectivité aux importantes étendues arables enregistre un essor agricole, au regard de l'extension de ses superficies délimitées en périmètres pour développer des cultures stratégiques, notamment la phoeniciculture, la céréaliculture, la maïsiculture en grains, l'oléiculture et la culture du tournesol, en sus des cultures maraichères susceptibles de satisfaire la demande locale et contribuer au développement de la production agricole nationale, a indiqué à l'APS le président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Rouissat, Abdessalem Hellali.
Les efforts visant l'essor du secteur agricole ont donné lieu à l'attribution de terres aux jeunes agriculteurs, à l'instar de l'opération menée l'an dernier, au titre du programme de mise en valeur par la concession, à travers la mise à la disposition des je unes de 1.700 lots de terrains agricoles, allant de deux à quatre hectares.
Localisées dans les zones de Gara-Krima 1 et 2 et des périmètres de Koum-Laâdam 3 et 4, ces superficies viennent s'ajouter à l'important périmètre de Remtha, où sont menées diverses cultures, dont celles lancées cette saison pour le développement du maïs en grains et de la culture oléagineuse du tournesol, a-t-il précisé.
L'évolution de la surface dédiée aux cultures oléagineuses est le fruit d'une série de conditions et de facteurs encourageants, dont la mobilisation, par l'Etat, de moyens et d'outils agricoles nécessaires, en plus de facilités d'accès aux crédits bancaires.
Selon M. Hellali, les responsables du secteur agricole dans la wilaya s'attèlent, dans le cadre des efforts de développement de ce secteur vital, à l'élaboration d'une étude portant création de nouveaux périmètres agricoles, en vue de satisfaire près de 1.600 demandes déposées par les jeunes désirant investir dans le domaine.
Les efforts déployés pour répondre aux attentes de la population locale et promouvoir son cadre de vie le sont également dans les secteurs de l'éducation et de l'habitat, ce dernier ayant enregistré, entre 2024 et 2025, l'attribution de 850 aides à l'habitat rural aux bénéficiaires des lots de terrain situés dans la zone de Gara-Chouf.
Il a été aussi procédé au lancement d'un programme de 300 logements publics locatifs (LPL), dont le chantier est à 65% d'avancement, en plus du lancement, récemment, d'une nouvelle tranche de 200 unités de la même formule. Ces projets sont accompagnés de raccordements aux réseaux divers (eau potable, assainissement, électricité, gaz), ainsi que d'actions d'aménagement urbain en vue de créer un milieu viable.
Un montant de 350 millions DA a été puisé, dans le cadre de la solidarité intercommunale, du budget de la commune de Hassi-Messaoud, pour la réalisation du reste des projets d'assainissement dans les quartiers El-Kawthar, Ziyaïna et Lechoual-2, actuellement à 70% d'avancement.
Il est fait état, en outre, d'une enveloppe de 12 millions DA consacrée à la réalisation du réseau de distribution de gaz naturel dans les quartiers de Lechoual-1, El-Hadeb et Boudrâa, en plus de la mise en exploitation d'un puits d'eau potable pour renforcer approvisionnement en la matière de divers quartiers.
Le secteur de l'éducation dans la commune de Rouissat s'est vu accorder, de son côté, deux projets de collèges d'enseignement moyen (CEM), le premier lancé au niveau de la localité d'El-Hadeb et le second devant l'être bientôt au chef-lieu de la commune, a encore fait savoir M. Hellali qui a annoncé le lancement prochain de projets de trois écoles primaires dans les quartiers Lechoual-1, Zaouia-2 et Sokra.
Il est fait état également de la réalisation de salles d'extension, ciblant les paliers primaire et moyen, en vue d'atténuer la surcharge des classes dans certains établissements.

LA SANTÉ ET LE SPORT NON NÉGLIGÉS

Conscients de l'impact des secteurs de la santé et de la jeunesse dans l'impulsion du développement dans la collectivité, les responsables locaux leur accordent tout l'intérêt voulu, en y projetant un établissement hospitalier de 60 lits, actuellement en phase d'équipement, et la réalisation de ses aménagements extérieurs, en prévision de son inauguration à la fin de l'année en cours.
Selon le P/APC, Rouissat dispose de trois salles de soins, dont une en exploitation au quartier de Zaouia, tandis que les deux autres, en phase d'équipement au niveau des quartiers de Sokra et El-Hadeb, le seront prochainement. Pour promouvoir la pratique sportive, M. Hellali fait part de projets de cinq stades de proximité, en plus du lancement, cette année, d'une structure similaire au quartier Lechoual, actuellement à 60% d'avancement, auxquels s'ajouteront deux autres au niveau des quartiers El-Hadeb et Zaouïa-2. Coiffant trois agglomérations urbaines, Rouissat a vu ses installations sportives et juvéniles se renforcer par plusieurs projets, à l'instar d'une piscine semi-olympique à El-Hadeb, dont le taux de réalisation a atteint 65%, appelée à atténuer la pression sur les deux structures de natation existantes dans la région, a conclu le même responsable.

R. R.

PROGRAMME D'HABITAT LPL À GHARDAIA

Vers l'attribution de 256 logements

DANS le cadre d'améliorer les conditions de vie des habitants de la wilaya de Ghardaia, un quota de 256 logements publics locatifs (LPL) et 1143 parcelles avec aide à l'habitat rural seront attribués à leurs bénéficiaires dans les différentes communes de la wilaya. Cette opération est initiée à l'occasion de la célébration du 71ème anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954. C'est ce que fait savoir, hier, la direction locale de l'habitat.
A ce titre, Ali Djerbal, directeur du secteur a indiqué que ce quota, compte 256 LPL, déjà raccordé aux différents réseaux avec un aménagement externe et espaces verts, sera attribué après un tirage au sort dans les communes de Bounoura (100 unités),Ghardaia (56) Zelfana (50) et Seb seb (50).
Soulignant également que mille cent quarante-trois 1.143 actes d'attribution de parcelles avec aide d'un million de DA pour la réalisation de logement rural seront attribués la veille du 1er novembre, à Beriane (587 unités), Daya Ben Dahoua (133), Metlili (147), Ghardaia (83), Guerrara (78), Bounoura (40), Zelfana (28), El Ateuf (23), Mansoura (14) et Seb Seb (10.
Selon les responsables de la wilaya, cette opération qui s'inscrit dans le cadre de la concrétisation du programme de construction de logements, vient en réponse aux engagements pris par les pouvoirs publics de procéder à la distribution de logements achevés.
Un nouveau programme de réalisation de 2.000 unités de logements type logement public locatif (LPL) inscrit au titre du programme 2024 a été lancé pour les mêmes circonstances à travers l'ensemble des communes de la wilaya, a expliqué la même source.
Quelque 1.020 logements toutes formules confondues ont été attribué à leurs bénéficiaires dans les différentes communes de la wilaya de Ghardaia, à l'occasion de la célébration du 63ème anniversaire de la Fête de l'Indépendance et de la Jeunesse le 5 juillet 2025, signale-t-on.
Le parc de logement de la wilaya de Ghardaia se compose de plus de 115.000 unités de logements, tous types confondus, avec un taux d'occupation par logement (TOL) estimé à 3,69 personnes par habitation, selon les données de la direction de l'habitat.

R. R.

SALON INTERNATIONAL DU LIVRE D'ALGER

Coup d'envoi, aujourd'hui, du 28ème Sila avec la participation de 49 pays

À quelques heures du coup d'envoi officiel du 28e Salon international du livre d'Alger (SILA), prévu ce mercredi 29 octobre au Palais des Expositions des Pins Maritimes, la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a effectué une visite d'inspection sur le site afin de s'enquérir de l'état d'avancement des préparatifs. Accompagnée de responsables du secteur et du Commissariat du salon, la ministre a parcouru les différents pavillons et espaces d'exposition, suivant de près les derniers réglages techniques et logistiques avant l'ouverture des portes au grand public.



Cette visite a permis de constater l'achèvement des travaux d'aménagement et de mise en place des stands destinés aux éditeurs nationaux et étrangers, ainsi que les dispositions prises pour accueillir les visiteurs dans les meilleures conditions.

Mme Bendouda a insisté sur la nécessité de garantir le succès de cette nouvelle édition, qui se veut à la fois un rendez-vous littéraire majeur et un espace de dialogue entre les cultures. Le SILA 2025, qui s'annonce riche en activités, conférences et signatures d'auteurs, promet de confirmer le rôle central du livre dans la vie culturelle algérienne.

Cette édition, organisée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, propose «un programme culturel, littéraire et intellectuel riche et varié, célébrant la littérature et ses symboles, et accordant un intérêt particulier à la mémoire, à l'histoire, à l'identité et aux causes de libération», avait annoncé le commissaire du Salon, M. Iguerb. Il a, à ce titre, précisé que le choix de la Mauritanie comme invitée d'honneur traduisait «la profondeur des relations et des liens civilisationnels entre les deux pays, leur complémentarité économique et leur communauté de destin».

Le Salon verra la participation de 1.254 maisons d'édition représentant 49 pays, dont 290 algériennes, 410 de pays arabes et 554 étrangères, réparties sur une superficie totale de 23.000 mètres carrés, ainsi que de 250 écrivains et intellectuels d'Algérie, d'Afrique et d'ailleurs, a ajouté M. Iguerb, qualifiant cette participation de «record».

De plus, 55 activités sont programmées pour cette édition, incluant des conférences sur la littérature enfantine, avec la participation d'écrivains d'Algérie et de l'étranger, des séminaires mettant en lumière la créativité à l'ère de l'IA et l'histoire et la mémoire, ainsi que des soirées poétiques en soutien aux causes humanitaires.

M. Iguerb a ajouté que le SILA rendra hommage aux écrivains Rachid Boudjedra et Abdelhamid Benhadouga.

Les organisateurs ont également prévu des conférences-débat sur les causes de libération et les peuples en lutte, à leur tête les peuples palestinien et sahraoui, outre la célébration du centenaire de la naissance de Frantz Fanon. Par ailleurs, le SILA accordera une importance particulière à la mémoire et à l'histoire, à travers des conférences sur les crimes de la France coloniale, notamment les massacres du 8 mai 1945, et la commémoration du 70e anniversaire de l'Offensive du Nord-Constantinois (20 août 1955). Une conférence sera également consacrée à l'Emir Abdelkader.

En marge du Salon, un colloque international, ayant pour thème «L'Algérie dans la civilisation», se tiendra le 4 novembre à l'hôtel El Aurassi, avec la participation d'une pléiade d'écrivains, d'intellectuels et de chercheurs d'Algérie et de l'étranger, avec pour objectif de mettre en relief la créativité civilisationnelle algérienne à travers les vestiges, les gravures et le patrimoine matériel et immatériel.

Le programme culturel de cette édition sera animé par des figures éminentes de la scène littéraire et culturelle, dont le poète mauritanien Diakité Cheikh Seck, le romancier libanais Ahmad Ali El Zein, le penseur et philosophe tunisien Fathi Triki, l'écrivain palestinien Ahmed Alnaouq, le critique littéraire saoudien Mageb Al-Adwani, aux côtés de grands noms algériens, à l'instar de Rachid Boudjedra, Waciny Laredj et Djilali Khellas, ainsi que des écrivains et intellectuels de pays africains et européens et des Etats-Unis d'Amérique.

A. B. / Agence

PROJECTIONS À TRAVERS PLUSIEURS VILLES

« Les Journées du cinéma palestinien dans le monde » le 2 novembre prochain

PLUSIEURS salles de cinéma algériennes accueilleront, le 2 novembre prochain, les Journées du cinéma palestinien dans le monde, avec au programme la projection de films palestiniens réalisés depuis le début de l'agression sioniste contre le peuple palestinien, le 7 octobre 2023, indique un communiqué du Commissariat du Festival international du film d'Alger, organisateur de l'événement.

Organisé en partenariat avec Film-Lab Palestine et le Centre algérien de la cinématographie, sous le patronage du ministère de la Culture et des Arts, cet événement se tiendra à travers les cinémathèques d'Alger, de Bejaïa, de Constantine et de Sidi Bel Abbès, la salle Mohamed-Touri à Blida et la salle Mezzi à Laghouat.

Seront projetés, dans ce cadre, des films palestiniens réalisés depuis le début de l'agression sioniste contre le peuple palestinien dans la bande de Ghaza et en Cisjordanie, le 7 octobre 2023. Le coup d'envoi sera donné par la projection du court métrage «Ma Baad» de la réalisatrice Maha Haj. Il sera suivi du documentaire «Halet Eshq» des réalisatrices Carol Mansour et Màuna Khaldi.

Selon les organisateurs, la date du 2 novembre a été choisie car coïncidant avec l'anniversaire de la funeste Déclaration Balfour, à l'origine de la Nakba palestinienne, tout en s'inscrivant dans le cadre des célébrations de l'anniversaire du déclenchement de la Révolution de libération. Un choix qui reflète «l'attachement constant de l'Algérie à la Palestine et à sa juste cause, par le cinéma, en tant qu'espace de mémoire et de résistance», estiment-ils.

Les Journées du cinéma palestinien dans le monde visent à promouvoir la production cinématographique en Palestine, à renforcer la présence palestinienne sur la carte mondiale du cinéma et à mettre en lumière la Palestine comme un bastion de résistance culturelle sur la scène internationale, à travers des projections, des master-classes et des espaces d'échange entre cinéastes.

R. C.

FESTIVAL INTERNATIONAL DU COURT-MÉTRAGE À TIMIMOUN

Intenses préparatifs pour la réussite de la manifestation

D'INTENSES PRÉPARATIFS sont entrepris à Timimoun pour réunir les conditions nécessaires à la réussite de la première édition du Festival international du court-métrage prévu du 13 au 18 novembre prochain, a-t-on appris lundi des service de la wilaya.

La rencontre de coordination présidée par les autorités locales, au siège de la wilaya, en présence du commissaire du Festival, de son directeur technique, du représentant du ministère de la Culture et des Arts et des directeurs exécutifs de la wilaya, a permis de faire le point sur les dispositions afférentes au Festival et la répartition des différentes tâches aux parties participantes à l'organisation de cette manifestation artistique.



Dans son intervention, le wali de Timimoun, Benamar Souna, a mis en avant l'importance que revêt cet événement international dont les différentes parties organisatrices ont été conviées de prendre les dispositions nécessaires et de mobiliser les moyens humains et matériels nécessaires pour sa réussite.

Le chef de l'exécutif a soutenu que cette manifestation devrait contribuer à la promotion du riche patrimoine culturel national à échelles continental et international.

Plus d'une cinquantaine de documentaires et de courts métrages de 10 mn à 40 mn seront projetés par des réalisateurs représentant plus de vingtaine de pays qui auront à concourir pour les meilleurs court-métrage, documentaire et film national, et des meilleurs scénario et mise en scène.

Cette manifestation prévoit également la projection de deux films sur le patrimoine culturel S›bouâ et l›Ahellil, à travers les structures culturelles de la wilaya, la salle de cinéma, le théâtre en plein-air et le centre algérien du patrimoine culturel bâti en terre (CAPTERRE), objet d'aménagement pour accueillir les activités de cette manifestation internationale.

R. C.

JEUX DE LA SOLIDARITÉ ISLAMIQUE 2025

L'Algérie présente à Riyadh avec 117 athlètes dans 16 disciplines

L'ALGÉRIE prendra part à la sixième édition des Jeux de la solidarité islamique, prévue du 7 au 21 novembre à Riyadh (Arabie saoudite), avec une délégation composée de 117 athlètes répartis sur 16 disciplines, ont annoncé les organisateurs.

Selon la même source, la participation algérienne couvrira un large éventail de sports individuels et collectifs : athlétisme (8 athlètes), basket-ball 3x3 (8), boxe (7), duathlon (3), ju-jitsu (7), judo (7), karaté (6), muay thaï (7), natation (24), taekwondo (4), tennis de table (6), haltérophilie (10), lutte (9) et wushu (3).

Deux disciplines paralympiques seront également de la partie : athlétisme pour athlètes en situation de handicap (7) et para-haltérophilie (1), confirmant l'engagement de l'Algérie en faveur de l'inclusion sportive.

La Fédération sportive de la Solidarité islamique (ISSF), organisatrice de l'événement, a indiqué que cette édition réunira des athlètes issus des pays membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) autour de 21 disciplines sportives, dont deux para-sports.

Initialement attribués au Cameroun, les Jeux ont finalement été confiés à l'Arabie saoudite, qui accueille pour la deuxième fois cette compétition, vingt ans après la première édition organisée à La Mecque en 2005. Les éditions suivantes s'étaient tenues à Téhéran (2009), Palembang (2013), Bakou (2017) et Konya (2023).

L'Algérie, qui avait aligné 147 athlètes dans 12 disciplines lors de la précédente édition à Konya (Turquie), entend cette fois encore faire valoir son potentiel et ses ambitions, dans une manifestation placée sous le signe de la fraternité, de la solidarité et de la performance sportive.

VAN PERSIE :

« Hadj Moussa ne s'est jamais blessé »

FRAYEUR à Rotterdam ! Lors du choc de l'Eredivisie entre Feyenoord et le PSV Eindhoven ce dimaanche, Anis Hadj Moussa a provoqué un énorme moment de tension dès les premières minutes. Après un long sprint, le jeune ailier s'est écroulé, se tenant la cuisse, semblant victime d'une blessure aux ischio-jambiers. Sur le banc, Robin van Persie et tout le staff médical ont retenu leur souffle. Déjà privé de plusieurs attaquants, l'entraîneur néerlandais craignait le pire. « Je pensais qu'Anis allait devoir sortir », a confié Van Persie après le match. « Je l'ai vu se toucher la cuisse, et j'ai tout de suite demandé à nos médecins leur avis. » Mais contre toute attente, le joueur algérien, sorti du terrain, a tenté quelques sprints sur la touche… avant de revenir sur la pelouse, sous les applaudissements du public. Un véritable miracle médical, selon les observateurs néerlandais. Van Persie n'était qu'à moitié surpris : « C'est un joueur qui est toujours en forme. Il ne s'est jamais blessé ! Parfois, on croit qu'il doit sortir, mais il secoue juste sa jambe et repart. On a quand même vérifié auprès du staff médical, mais il allait bien. » Si Hadj Moussa n'a pas livré son match le plus percutant, sans doute marqué par la peur de rechuter, il a tout de même contribué à la solidité offensive de Feyenoord. Face à des défenseurs de haut niveau comme Anas Salah-Eddine et Sergiño Dest, le défi était immense. Pour Van Persie, ce genre de mentalité reflète la force du groupe : « Nos joueurs savent se surpasser, même dans la douleur. » Fidèle à sa réputation de guerrier, Anis Hadj Moussa a encore prouvé qu'il était un véritable roc — un joueur qui, littéralement, tombe… puis se relève.

HANDBALL

La FAHB se sépare à l'amiable avec le sélectionneur Dehili

La Fédération algérienne de handball (FAHB) a annoncé, ce lundi avoir trouvé un accord pour une résiliation, à l'amiable, du contrat du sélectionneur de l'équipe nationale, Farouk Dehili.



«La FAHB annonce la résiliation du contrat, à l'amiable, du sélectionneur national Farouk Dehili. L'instance fédérale tient à le remercier pour le parcours accompli tout au long de sa collaboration, et lui souhaite beaucoup de succès dans la suite de sa carrière», indique l'instance fédérale, dans un communiqué publié sur ses réseaux.

Engagé en décembre 2023, Dehili avait mené l'Algérie à la finale de la dernière CAN-2024, perdue face au pays organisateur, l'Egypte (21-29). Au Mondial 2025, disputé en Norvège, en Croatie, et au Danemark, l'équipe nationale avait terminé à la 30e place, sur 32 pays.

Cette annonce intervient moins de 24 heures, après la nomination du revenant Salah Bouchekriou à la tête du Sept national, avec un staff composé de Redouane Aouachria, Sofiane Elimmam, et Abdelghani Loukil.

Le nouveau staff national a fait appel à 21 joueurs, dont ceux évoluant à l'étranger, pour un stage préparatoire, entamé aujourd'hui à Alger, en vue du championnat d'Afrique, prévu du 21 au 31 janvier 2026 au Rwanda.

La sélection algérienne de handball (Messieurs) a entamé lundi un stage de préparation à Alger, dans le cadre de sa préparation au championnat d'Afrique, prévu du 21 au 31 janvier 2026 au Rwanda, a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne de handball (FAHB).

Pour ce stage qui s'étalera jusqu'au 2 novembre, le nouveau staff technique national, composé des entraîneurs Salah Bouchekriou, Redaoune Aouachria, Sofiane Elimmam et Abdelghani Loukil, a fait appel à 21 joueurs dont ceux évoluant à l'étranger, précise la même source.

Liste des joueurs convoqués :

Ayoub abdi, Rayane Abrous, Youicef Atek, Messaoud Berkous, Nidhal Eddine Badiaa, Lyes Yanis Bouadjaja, Azizi Bouhal, Mounir Chahri, Hichem Daoud, Abdelouahab Jomati, Khelifa Ghodbane, Adel Roustoum Kmida, Ayoub Hamdi, Ahmed Anis Mehdi, Racim Medahi Rabah, Redouane Saker, Mohamed-Islam Seghiri, Yahia Zemmouchi, Abdeljalil Zenadi, Naim Zohir.

CLASSEMENT ITTF

L'Algérie signe le meilleur rang mondial de son histoire

LES SÉLECTIONS algériennes de tennis de table, messieurs et dames, ont réalisé en octobre 2025 le meilleur classement mondial de leur histoire, selon la Fédération internationale de tennis de table (ITTF), confirmant ainsi les progrès constants de la discipline en Algérie et la qualification des deux équipes pour les Mondiaux 2026 de Londres.

Chez les messieurs, l'Algérie occupe la 32e place mondiale, et la 3e position africaine, derrière l'Egypte (15e) et le Nigeria (23e). Chez les dames, les pongistes algériennes se hissent à la 36e place mondiale, également troisièmes sur le continent, après l'Egypte (9e) et le Nigeria (31e).



Ce double classement, le meilleur jamais atteint par l'Algérie depuis son adhésion à l'ITTF, est d'autant plus remarquable que la fédération mondiale regroupe 214 nations affiliées. Ces performances confirment la montée en puissance des deux sélections nationales, qui avaient déjà validé leur billet pour les Championnats du monde par équipes 2026, prévus à Londres (Royaume-Uni), à la faveur de leurs résultats aux Championnats d'Afrique 2025 à Radès (Tunisie). lors de ce rendez-vous continental, la sélection masculine, composée notamment de Mehdi Bouloussa, Milhane Jellouli et Maheidine Bella, s'était illustrée en remportant la médaille d'argent, après une finale disputée face à l'Egypte (1-3), tandis que la sélection féminine, composée d'Amina Kessaci, Jade et Tania Morice, ainsi que Malissa Nasri et Houda Taghercifi, s'était parée de bronze, à l'issue d'une demi-finale perdue également contre les Egyptiennes (0-3). En tout, la délégation algérienne était revenue de Tunisie avec quatre médailles : deux d'argent (par équipes et double messieurs) et deux de bronze (par équipes dames et double mixte). Grâce à ces résultats et au nouveau classement ITTF, le tennis de table algérien s'affirme désormais comme l'une des meilleures nations africaines, et ambitionne de poursuivre sa progression sur la scène mondiale à l'approche du rendez-vous planétaire de Londres.

LIGUE DES CHAMPIONS FÉMININE-2025

Deux arbitres algériennes retenues pour un stage au Caire (CAF)

DEUX ARBITRES algériennes ont été sélectionnées pour un stage de préparation en vue de la phase finale de la Ligue des champions féminine, prévue du 8 au 21 novembre 2025 au Caire, selon la liste dévoilée par la Confédération africaine de football (CAF-Arbitres algériennes). Les deux arbitres algériennes sont Ghada Mehat (directrice de jeu) et Asma Fériel (arbitre assistante), qui prendront part à un stage programmé entre le 3 et 7 novembre prochain au Caire (Egypte), selon l'instance dirigeante du football africain.

Au total, la commission des arbitres de l'instance africaine a retenu 16 directrices de jeu, 16 arbitres assistantes et 10 arbitres pour la VAR. Elles seront encadrées lors de ce stage de préparation, par cinq instructeurs et un staff de la CAF composé de cinq membres.

Huit équipes participeront à l'édition 2025 de la Ligue des champions féminine, réparties en deux groupes de quatre équipes.

Conformément au règlement de la compétition, le club du pays hôte (FC Masar) et le champion en titre (TP Mazembe) seront désignés têtes de série et mèneront respectivement les Groupes A et B.

Pour rappel, la formation algérienne Afak Relizane n'a pas réussi à composter son billet pour la phase finale de la Ligue des champions après avoir terminé à la troisième place lors du tournoi de l'UNAF, qui s'est déroulé à Sousse (Tunisie) du 2 au 8 septembre 2025.

REAL MADRID

Le divorce est acté entre Vinicius Junior et Xabi Alonso !

Malgré son retour prodigieux aux affaires sur le terrain, la relation entre Vinicius Junior et Xabi Alonso inquiète le Real Madrid. La presse espagnole explique ce mardi que la cohabitation entre le Brésilien et l'Espagnol semble fortement compromise à l'avenir.

Ce dimanche, le Real Madrid s'est offert un Clasico tant attendu. Vaincu lors des quatre duels face à leur ennemi la saison dernière, le Real avait à coeur de mettre fin à cette disette. Finalement, au terme d'une prestation aboutie, les Merengues ont dompté les Catalans pour l'emporter et prendre cinq points d'avance sur leur rival en tête de la Liga. Un succès qui s'est construit dans un contexte très tendu. Outre la bataille âpre entre les deux équipes sur le terrain, les déclarations d'avant-match du côté de Lamine Yamal n'ont pas manqué de rajouter de l'huile sur le feu. Passé totalement à travers son match, le prodige espagnol s'est ensuite embrouillé avec Vinicius Junior au coup de sifflet final.

En forme sur le pré, le Brésilien a, assurément, été le deuxième grand acteur de ce Clasico. En effet, auteur d'une belle prestation dans la lignée de son excellent début de saison, l'ailier de 25 ans fait taire ses détracteurs. Pourtant, cet équilibre est encore fragile comme en témoigne sa sortie remarquée à la 72e minute de jeu. Remplacé par Rodrygo, le numéro 7 des Merengues n'a pas apprécié ce changement et l'a fait savoir à Xabi Alonso. Refusant de serrer la main à son entraîneur, le Brésilien est directement allé aux vestiaires en disant ces mots : «Je vais me faire foutre. Je me casse de cette équipe.» Remonté, Xabi Alonso a rétorqué de manière prompte : «allez, Vini, va te faire foutre.» Ambiance.

Après cette joute verbale, la Cadena Ser explique qu'une sanction pourrait être donnée par le coach espagnol et le Real Madrid se rangera derrière cette décision. Une embrouille qui montre bien à quel point le dialogue entre les deux hommes est rompu. Déjà agacé de ne pas être considéré comme un titulaire indiscutable, le numéro 7 du Real Madrid n'aime pas



le traitement de l'ancien coach du Bayer Leverkusen à son égard. Ce mardi, plusieurs médias espagnols tirent la sonnette d'alarme : si la situation persiste, Vinicius ne va pas rester au Real Madrid. C'est ce qu'annonce El Larguero et El Chiringuito. En effet, les deux médias espagnols expliquent que la confiance du Brésilien envers son entraîneur est morte.

D'après le second média, Xabi Alonso a félicité tous ses joueurs après le match, y compris Vini. Mais le problème est plus profond. Sous contrat jusqu'en 2027, Vinicius Junior ne devrait pas prolonger si les choses ne changent pas. Réclamant plus d'argent à la Maison Blanche, l'attaquant auriverde estime désormais qu'il mérite plus de respect de la part de son entraîneur. Une situation tendue qui devrait être prise à bras le corps par le Real Madrid dans les prochains mois. Pour la presse espagnole et notamment Mundo Deportivo, cela ne fait aucun doute : le point de non-retour est atteint entre Vinicius Junior et Xabi Alonso.

COUPE DU MONDE 2026

L'étonnante volte-face de Lionel Messi avec l'Argentine

CHAMPION du monde en 2022 avec l'Argentine, Lionel Messi a laissé planer le doute sur son avenir à la prochaine Coupe du monde.

Depuis un soir de décembre 2022, Lionel Messi a sûrement terminé le jeu. Après avoir tout gagné en club avec le FC Barcelone et le PSG, le génie argentin courait derrière la Coupe du monde qui manquait à son palmarès. Et après avoir gagné la Copa América avec l'Albiceleste l'année précédente, la Pulga est parvenue à remporter ce Mondial tant attendu au Qatar. Depuis, l'octuple Ballon d'Or est en pré-retraite avec l'Inter Miami. Largement supérieur aux autres joueurs de MLS, l'Argentin se régale en Floride. Terminant meilleur buteur du championnat avec 31 buts inscrits, Messi tentera d'aller remporter le championnat nord-américain dans les prochaines semaines, alors que son Inter Miami fait office de favori sur la côte Est. En attendant, le virtuose de 38 ans pense forcément à son avenir. En club, son futur est réglé. Bien qu'un retour en Argentine ou en Europe avait fait fantasmer plusieurs fans, Lionel Messi a scellé son futur du côté de Miami jusqu'en 2028 en prolongeant son contrat la semaine dernière. Désormais, c'est son avenir avec l'Argentine qui interroge.

Alors qu'il a annoncé qu'il avait disputé son dernier match dans son pays natal en septembre dernier, le voir prendre sa retraite après la prochaine Coupe du Monde semblait être la fin parfaite pour la Pulga. Finalement, cette perspective semble plus floue qu'attendue. Dans un entretien accordé au média américain NBC, Messi a laissé planer le doute sur sa présence à la prochaine Coupe du Monde : «en vérité, c'est vraiment extraordinaire de pouvoir participer à une Coupe du Monde. Et j'aimerais y être. Pour me sentir bien et contribuer activement à l'équipe nationale, si j'y parviens. Je vais évaluer cela au jour le jour lorsque je commencerai la pré-saison l'année prochaine avec l'Inter et voir si je peux vraiment être à 100 %.» Un revirement de situation inattendu qui pourrait bien lancer un froid en Argentine où la présence de Messi paraissait assurée pour une dernière danse en Coupe du Monde. Relancé sur cette sortie assez surprenante, la légende du Barça a néanmoins affirmé qu'il voudrait absolument être présent en juin prochain au Mondial, si son corps lui permet : «j'ai vraiment hâte, car c'est une Coupe du Monde. On vient de remporter la dernière Coupe du Monde, et pouvoir la défendre à nouveau sur le terrain est spectaculaire, car c'est toujours un rêve de jouer avec l'équipe nationale, surtout en compétition officielle. J'espère donc que Dieu me permettra de le faire à nouveau.» Réponse dans les prochains mois même s'il semble assez fou de ne pas voir Lionel Messi à la prochaine Coupe du monde…



NAPLES

C'est encore pire que prévu pour Kevin De Bruyne !

BLESSÉ pour les trois prochains mois dans un premier temps, Kevin De Bruyne devrait être absent pour une plus longue durée d'après les dernières informations émanant d'Italie.

Cet été, Naples a flairé le gros coup. Décidant de quitter Manchester City après dix ans de bons et loyaux services, Kevin De Bruyne ne souhaitait pas s'envoler pour une destination exotique cet été. Ainsi, le Belge a pris la décision de rejoindre Naples. Champion d'Italie en titre, le Napoli avait besoin d'un métronome dans son entrejeu pour conserver son titre de l'autre côté des Alpes. Ayant un jeu capable de faire des dégâts en terres transalpines, le milieu offensif de 34 ans avait tout pour s'éclater en Campanie.

Et en ce début de saison, tout allait bien pour le Belge. Auteur de quatre buts et deux passes décisives en onze matches avec les Partenopei, le natif de Drongen régalait et rien ne semblait l'arrêter de faire une grande saison. Pourtant, tout a basculé contre l'Inter Milan ce week-end. Auteur de l'ouverture du score sur penalty, l'ancien de Chelsea est finalement sorti sur blessure. « Suite à la blessure subie lors du match contre l'Inter, Kevin De Bruyne a subi des examens instrumentaux à l'hôpital Pineta Grande qui ont révélé une lésion grave du biceps fémoral de la cuisse droite. Le joueur azzurro a déjà commencé sa rééducation », a indiqué le Napoli dans un communiqué publié dans la foulée.

Une blessure musculaire forcément difficile à gérer à cet âge et qui laissait craindre une absence longue durée. Dans un premier temps, la presse italienne expliquait que le maître à jouer napolitain serait absent au minimum trois mois. Finalement, l'absence serait encore plus longue que prévu pour Kevin De Bruyne. En effet, comme l'explique la presse belge ce mardi, KDB a finalement prévu de se faire opérer en Belgique.

Une mauvaise nouvelle car une opération augmente forcément la période de réhabilitation de l'ancien Cityzen. Ainsi, son absence devrait plutôt se situer aux alentours des cinq mois selon plusieurs sources italiennes. Un coup dur tant l'importance du Belge dans le jeu des Partenopei est évidente depuis le début de saison. Un autre casse-tête pour Rudi Garcia qui, à quelques mois de sa première Coupe du monde à la tête des Diables Rouges, ne pourra pas travailler avec Kevin De Bruyne et Malick Fofana lors du prochain rassemblement.

2025 : souveraineté des données et architectures de données décentralisées…

2025 va de nouveau marquer une montée en puissance de la souveraineté des données et des architectures de données décentralisées. Entre la complexité des cadres réglementaires (DMA, AI Act, NIS2, etc.) et l'essor des technologies distribuées, les entreprises cherchent à s'appuyer sur des approches résilientes pour concilier gestion des données, durabilité et compétitivité.



En 2025, une tendance technologique dominante dans notre région sera probablement la montée en puissance de la souveraineté des données et des architectures de données décentralisées. Avec l'augmentation des pressions réglementaires et des préoccupations liées à la confidentialité des données, les organisations adoptent de plus en plus de solutions leur permettant de garder le contrôle sur leurs données tout en utilisant des technologies distribuées et évolutives.

En dehors de l'IA, nous sommes particulièrement enthousiasmés par l'informatique de pointe (edge computing) et les avancées en informatique quantique, qui promettent de redéfinir la façon dont les entreprises abordent le calcul et le traitement des données à grande échelle.

L'IA, opportunité pour les entreprises d'améliorer l'expérience client de façon hyper-personnalisée.

L'intégration de l'IA offrira aux entreprises des opportunités d'améliorer l'expérience client de manière hyper-personnalisée, d'accroître l'efficacité opérationnelle et d'utiliser l'analyse prédictive pour prendre des décisions plus intelligentes.

Cependant, cela pose également des défis, notamment en matière de gouvernance des données, de déploiement éthique de l'IA et de conformité aux réglementations européennes comme le futur AI Act. Les entreprises devront mettre en place des systèmes robustes pour gérer les données en toute sécurité, garantir l'équité des algorithmes d'IA et maintenir la confiance de leurs clients. Digital Markets Act et AI Act : Les entreprises devront concilier conformité et innovation.

L'évolution du cadre réglementaire européen, en particulier avec des lois telles que le Digital Markets Act (DMA) et l'AI Act, aura un impact significatif sur la manière dont les organisations fonctionnent. Les entreprises devront concilier conformité et innovation.

De plus, la volatilité économique et la hausse des coûts de l'énergie inciteront les entreprises à optimiser davantage leurs opérations, stimulant la demande pour des technologies rentables et durables, comme les architectures cloud-native et sans serveur (serverless).

Les domaines clés pour les décideurs technologiques en 2025 : agilité et évolutivité des données, et gouvernance de l'IA.

Les décideurs technologiques devraient prioriser :

* Agilité et évolutivité des données : S'assurer de pouvoir gérer des volumes croissants de données en temps réel et en toute sécurité.
* Gouvernance de l'IA : Mettre en place des cadres pour un déploiement éthique de l'IA et assurer la conformité réglementaire.
* Résilience grâce à des stratégies multi-cloud : Adopter des plateformes permettant flexibilité et redondance entre les fournisseurs.
* Durabilité : Se concentrer sur l'informatique verte et les infrastructures économes en énergie pour atteindre les objectifs environnementaux et réduire les coûts.

2024 a été marqué par l'adoption accélérée de l'edge computing dans le commerce de détail et la fabrication.

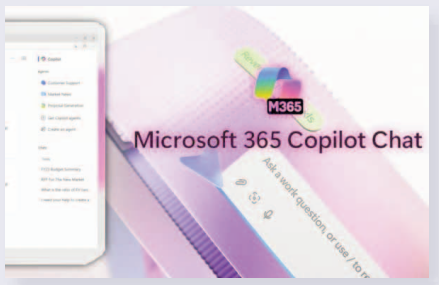
Le moins surprenant : La prolifération continue des outils d'IA dans tous les secteurs, comme prévu, étant donné l'élan des investissements et de la recherche en IA.

Le plus surprenant : L'adoption accélérée de l'edge computing dans des secteurs comme le commerce de détail et la fabrication, stimulée par la demande pour un traitement des données localisé et plus rapide. Cette évolution a mis en lumière la priorité accordée par les organisations à la réduction de la latence et à la prise de décision en temps réel.

En parallèle, un besoin encore très marqué de moderniser des applications critiques a également surpris. Ces projets, souvent motivés par des enjeux de time-to-market et de réduction des coûts de transformation, ont révélé un défi persistant pour de nombreuses entreprises.

Ce qui est remarquable, c'est que l'IA joue un rôle clé dans cette transition, notamment en aidant à automatiser et accélérer les processus de modernisation tout en minimisant les impacts opérationnels.

Microsoft lance ses Agents IA dans Copilot et une offre Copilot Chat illisible…



DANS un exercice de style particulièrement confus et manquant franchement de transparence, Microsoft a annoncé simultanément hier une nouvelle offre « Microsoft 365 Copilot Chat » (version bridée de son offre Microsoft 365 Copilot) et l'arrivée des agents IA dans ses IA professionnelles.

Google annonçait hier simplifier toute son offre d'IA Bureautique en supprimant son forfait Gemini for Workspace supplémentaire à 20€ et en intégrant ces fonctionnalités IA directement dans l'abonnement de la suite bureautique Google Workspace Business Standard moyennant une légère augmentation tarifaire.

Microsoft a choisi de poursuivre dans la complexité d'une offre déjà illisible avec Bing Chat, Copilot Gratuit, Copilot Chat (pour les abonnés Microsoft 365), Copilot Pro (payant dans certains pays mais pas tous, allez savoir pourquoi) et le très onéreux Microsoft 365 Copilot (28€ par mois avec engagement d'un an).

L'éditeur lance « Microsoft 365 Copilot Chat », une offre professionnelle à première vue gratuite mais en réalité en « Pay Per Use » (paiement à l'usage).

Microsoft essaye de nous faire croire qu'il s'agit là d'une offre plus accessible à son offre « Microsoft 365 Copilot ». Mais en réalité, c'est une offre différente à laquelle il manque en réalité l'essentiel : l'intégration aux outils Word, Excel, PowerPoint, Outlook, Teams, OneNote et compagnie !

Vous n'y comprenez rien ? Normal. Nous non plus ! Heureusement, un petit tableau vient éclairer nos lanternes.

En réalité, « Microsoft 365 Copilot Chat » est une façon d'annoncer l'arrivée des agents dans « Copilot Chat », l'équivalent Microsoft de ChatGPT mais connecté à l'univers MS 365.

« Aujourd'hui, nous présentons Microsoft 365 Copilot Chat, une nouvelle offre qui ajoute des agents en paiement à l'utilisation à notre expérience de chat gratuite existante pour les clients professionnels de Microsoft 365 » explique l'éditeur. « Copilot Chat permet à l'ensemble de vos effectifs – des représentants du service client aux responsables marketing en passant par les techniciens de première ligne – de commencer à utiliser Copilot et ses agents dès aujourd'hui ».

Des Agents IA accessibles en Pay per Use avec des limites

En pratique, trois choses différencient ce « Microsoft 365 Copilot Chat » du « Copilot » gratuit accessibles à tous :

* Une intégration avec Copilot Pages pour collaborer en équipe autour des contenus générés par l'IA.
* La possibilité d'appeler (et de créer) des Agents IA qui permettent à tous les employés d'utiliser le langage naturel pour automatiser des tâches quotidiennes avec accès aux données Microsoft 365 comme les données clients ou les guides techniques dans Sharepoint. Le système est facturé à l'usage et reste sous le contrôle des équipes IT qui peuvent créer et déployer des agents pour toute l'organisation via Microsoft Copilot Studio.
* La gouvernance via Copilot Control System, l'outil d'administration de Microsoft 365 Copilot avec ses fonctionnalités essentielles de sécurité, notamment la protection des données d'entreprise (EDP), la gestion des accès, le contrôle de l'utilisation des agents Copilot, ainsi que des outils de mesure et de reporting.

Dit autrement, la vraie nouveauté est donc l'intégration du support des Agents IA (créés avec Copilot Studio) dans Copilot Chat. Sauf que cette utilisation n'est pas gratuite. Elle est facturée à l'usage et elle est limitée à un certain volume d'échange histoire de s'avérer moins intéressante qu'une offre Microsoft 365 Copilot pour les usages intensifs.

En outre, contrairement à « Microsoft 365 Copilot », l'offre « Microsoft 365 Copilot Chat » ne supporte pas les agents IA préconçus que Microsoft est en train d'infiltrer progressivement dans Microsoft 365 et plus encore dans Dynamics 365. De même, « Microsoft 365 Copilot Chat » ne donnera pas accès à l'une des nouveautés les plus attendues : les Copilot Actions!

Bref, plein de complexité au menu, plein de limites, et plein de restriction pour bien nous prendre la tête ! On ne vous cache pas que l'approche Google nous semble plus simple, plus intéressante, plus accessible et plus centrée sur les attentes des utilisateurs !

Pour votre vie privée, Firefox s'inspire de l'App Store

Dès le 3 novembre 2025, les nouvelles extensions Firefox devront obligatoirement déclarer leur collecte de données personnelles. Une mesure qui rappelle les dispositifs pris par Apple et qui s'étendra à toutes les extensions en 2026.



Mozilla annonce vouloir apporter davantage de transparence pour la confidentialité de ses utilisateurs. La fondation exige désormais que toutes les nouvelles extensions soumises sur son répertoire addons.mozilla.org précisent si elles collectent ou transmettent des données personnelles, directement dans leur code source.

Une déclaration obligatoire dans le manifest.json

Pour ce faire, les développeurs devront ajouter une clé spécifique dans le fichier manifest.json de l'extension : browser_specific_settings.gecko.data_collection_permissions.

Les développeurs doivent y indiquer la nature des données collectées, ou explicitement mentionner none si l'extension ne collecte rien du tout. Cette obligation concerne uniquement les nouvelles extensions soumises, pas les mises à jour des extensions existantes.

Du côté des internautes, l'information sera visible à trois endroits : lors de l'installation de l'extension, sur sa fiche addons.mozilla.org si elle est publique, et dans la section Permissions et données de la page about:addons du navigateur.

Lorsqu'un développeur utilise cette déclaration dans une version, il devra la maintenir dans toutes les versions suivantes. Les extensions qui ne respectent pas cette règle se verront refuser la signature, indispensable pour leur distribution. Pour les versions anciennes de Firefox (antérieures à la 140 sur desktop ou 142 sur Android), les développeurs devront continuer à proposer un contrôle manuel de la collecte de données immédiatement après l'installation.

Cette initiative de Mozilla n'est pas sans rappeler les mesures prises par Apple pour son App Store.

Les développeurs doivent également déclarer leurs pratiques de collecte de données dans la section confidentialité de l'App Store. Cela permet notamment de relativiser les propos d'un éditeur avec ses pratiques réelles.

Mozilla annonce que cette exigence s'étendra à toutes les extensions, nouvelles comme existantes, au cours du premier semestre 2026. La fondation promet d'accompagner cette généralisation avec de nouveaux outils pour faciliter la transition des développeurs et des utilisateurs.

Starlink directement sur notre iPhone ? Apple discuterait avec SpaceX pour un partenariat inédit

PLUSIEURS indices suggèrent que les futurs iPhone pourraient proposer une connexion Internet par satellite via Starlink. Et cela changerait beaucoup de choses du côté de l'expérience utilisateur. En 2022, alors qu'Apple lançait son premier iPhone doté d'une connexion par satellite dans les zones sans couverture cellulaire, SpaceX approchait la marque pour lui proposer une collaboration. Une offre sciemment refusée par le géant de Cupertino, qui collabore avec Globalstar pour fournir cette fonctionnalité. Trois ans plus tard, les cartes pourraient être entièrement redistribuées.

Starlink sur iPhone : mythe ou réalité ?

D'après le très bien renseigné The Information, des discussions entre les deux parties ne sont pas à exclure, tandis que des éléments vont dans le sens d'un possible accord. Tout d'abord, il faut savoir que SpaceX a discrètement adapté ses satellites de dernière génération pour qu'ils soient compatibles avec le même spectre radio utilisé par les iPhone pour leurs fonctions satellitaires actuelles.

Dans le même temps, le président de Globalstar, James Monroe, évoque en privé la possibilité de vendre son entreprise pour plus de 10 milliards de dollars, soit presque le double de sa valorisation actuelle. Plus probant encore, la société a pour la première fois prévenu ses investisseurs qu'une perte de son « client principal » aurait un impact « considérable » sur sa santé financière.



De son côté, Apple prévoit d'ajouter le support du « 5G non terrestre » dès 2026. Cette technologie, qui fait référence à la connexion par satellite, s'alignerait parfaitement avec les promesses de SpaceX concernant les futures performances de Starlink.

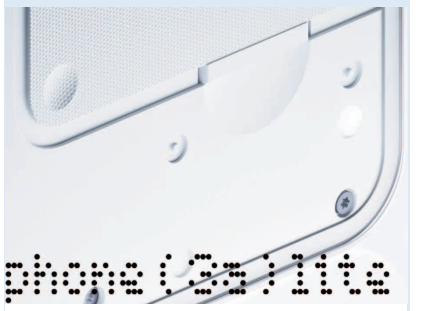
Des fonctionnalités possiblement décuplées

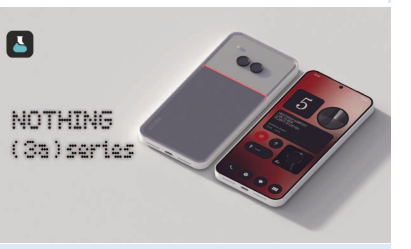
Se tourner vers Starlink semblerait, somme toute, logique de la part d'Apple. Le réseau d'Elon Musk domine désormais le secteur, et a récemment franchi un cap crucial en rachetant des fréquences à EchoStar pour 17 milliards de dollars.

Avec plus de 10 000 engins en orbite, le service est aujourd'hui incontournable, et permettrait à la firme de drastiquement améliorer les fonctionnalités de son offre satellitaire qui, aujourd'hui, se limite à l'envoi de SMS d'urgence, au partage de position dans Localiser et à l'assistance routière.

Avec Starlink, l'iPhone pourrait accéder à un Internet complet via satellite, sans besoin d'antenne ni de matériel externe. Bien sûr, rien d'officiel pour le moment, et il faut aussi prendre en compte les relations plutôt tendues entre Elon Musk et Apple, le milliardaire ayant déposé plainte contre cette dernière au moins d'août, lui reprochant son prétendu favoritisme pour OpenAI au détriment de xAI. Mais on peut aussi s'imaginer une gamme d'iPhone 18 capable de se connecter à Starlink dans les zones non couvertes par les opérateurs, de quoi faire disparaître la notion même de « zone blanche » ?

Nothing lancera son Phone (3a) Lite cette semaine





COMME le laissaient entendre les rumeurs, Nothing lancera bien un cinquième smartphone cette année.

Le rendez-vous est pris pour ce mercredi 29 octobre.

La gourmandise du fabricant londonien est plutôt impressionnante en 2025. Jusqu'ici plutôt sage dans son calendrier, Nothing joue sur l'excellente réception des Phone (3a) et (3a) Pro pour le décliner dans une version « lite » dont on craint déjà qu'elle fasse redite avec le CMF Phone 2 Pro — l'un de nos smartphone préférés de l'année, également né de la cuisse de Nothing.

Lancement dans moins de 48h pour le (3a) Lite

La marque britannique officialise via un communiqué de presse l'annonce de la sortie du Nothing Phone (3a) Lite ce mercredi 29 octobre à 14h. On ignore s'il s'agira d'une conférence, d'une vidéo publiée sur ses réseaux sociaux, ou simplement à la mise en ligne de la fiche produit sur son site internet. À notre avis, cette dernière option reste la plus probable pour ce produit que l'on imagine à assez faible valeur ajoutée par rapport au reste du catalogue récent du Londonien.

Comme je l'indiquais plus haut, le risque avec cette sortie est de cannibaliser les ventes du CMF Phone 2 Pro, vendu 259€ à sa sortie. Mais, maintenant que CMF est une marque à part entière, Nothing doit considérer avoir les coudées franches pour occuper ce segment de marché encore vacant dans son catalogue riche en rapports qualité-prix intéressants.

Prix et specs : voici à quoi il faut s'attendre

Comme souvent en smartphonie, quelques détails concernant le Nothing Phone (3a) Lite sont déjà connus. C'est à nouveau à nos confrères de Dealabs que l'on doit les prédictions les plus crédibles. D'après eux, le smartphone abordable sera commercialisé en France dès 249,99€ (100€ de moins que le Phone (3a)) le 4 novembre prochain.

Ce smartphone d'entrée de gamme avancée sera équipé de 8 Go de RAM pour 128 Go de stockage. Côté puissance de calcul, Nothing miserait sur une puce Dimensity 7300, déjà éprouvée cette année sur le Motorola Edge 60 Fusion.

Le mystère reste cependant complet au sujet de l'écran, de la batterie ou encore de la configuration photo. Habituellement plutôt généreux sur cet aspect, on imagine mal Nothing ne pas offrir au moins deux capteurs de 50 mégapixels à son nouveau modèle d'entrée de gamme. À en juger par le teaser publié sur ses réseaux, le système lumineux Glyph semble en tout cas faire son retour sous une forme un peu différente. Verdict dans quelques jours.

En Allemagne, une panne d'essence sur l'autoroute peut entrainer une peine de 5 ans d'emprisonnement !



LES AUTOROUTES en Allemagne n'ont pas une limite de vitesse précise, mais il est conseillé de conduire à environ 130 kilomètres à l'heure. Cela ne signifie pas cependant que vous pouvez conduire pêle-mêle, il y a des lois très strictes à suivre lors de la conduite sur les autoroutes allemandes.

En effet, une panne d'essence sur une autoroute allemande est illégale et peut entraîner de lourdes amendes ou un retrait de 6 mois du permis de conduire. Dans certains cas (par exemple, quand une vie est en danger), la panne d'essence est considérée comme un crime et le conducteur peut faire face à une peine de prison pouvant aller jusqu'à 5 ans.

La chance de survivre à un crash d'avion est de 95,7% !



L'AVION est le moyen de transport le plus sûr, en effet, selon les statistiques, le risque de mourir dans un accident d'avion est de 1 sur 2 349 000.

En 2014 on a compté 1 328 victimes et seulement 453 en 2013 pour plus de 3 milliards de passagers.

Plus encore, l'avion a la faible mortalité en cas d'accident.

Selon la National Transportation Safety Board, une agence du gouvernement des Etats-Unis qui enquête sur les accidents des moyens de transport, la chance de survivre à un crash d'avion s'élève à 95,7% et ce suite à des statistiques sur des vols commerciaux aux USA de 1983 à 2000.

LE SAVIEZ VOUS
J Indépendant



FLIPPANT•Sur le plus haut pont du monde, inauguré en Chine fin septembre, il est possible de s'offrir de belles sensations fortes en sautant à l'élastique à plus de 625 m au-dessus du sol

Chine : Vous pouvez maintenant sauter à l'élastique depuis le plus haut pont du monde

Amateurs de sports extrêmes et de souvenirs exceptionnels, rendez-vous en Chine. Dans le sud du pays, le plus haut pont du monde a récemment ouvert dans la province de Guizhou, et il est désormais possible d'y faire du saut à l'élastique, rapporte CNews.

Sur ce pont suspendu de 1.400 m de long, situé à plus de 625 m au-dessus du canyon de Huajiang, les plus courageux pourront s'offrir les sensations d'une chute libre après avoir été tractés au-dessus du vide. Sur les images, relayées sur les réseaux sociaux et visionnées des millions de fois, on voit l'impressionnante chute que cela représente.

Un café à 200 m au-dessus du pont

Ce saut à l'élastique a un coût : 2.999 yuans, soit plus de 360 euros.

La plateforme permettant de s'élancer dans le vide a été conçue avec tout le reste du pont pour y favoriser le tourisme et la diversité des activités sur place.

On y trouve aussi une partie en verre qui donne l'impression de marcher directement au-dessus du vide, et un café situé en haut d'une tour, lui-même à 199 m au-dessus du pont.

La construction du pont au-dessus du canyon de Huajiang a commencé en 2021. Il permet désormais de traverser le secteur en quelques minutes, contre près de deux heures auparavant, précise India Today.

Cet édifice exceptionnel devrait permettre de dynamiser la région rurale et d'améliorer sa visibilité auprès des touristes.

New York : Un bébé vient au monde dans les bouchons, en pleine heure de pointe

QUATRE policiers de la Metropolitan Transportation Authority (MTA) ont été décorés lundi à New York (États-Unis) pour avoir fait preuve de beaucoup de sang-froid, la semaine dernière sur l'autoroute Hutchinson River Parkway. Ils sont en effet intervenus pour venir en aide à un couple en chemin pour l'hôpital, rapporte People. La femme était sur le point d'accoucher de son deuxième enfant.

Un trafic complètement bloqué

Problème : le véhicule s'était retrouvé bloqué en pleine heure de pointe, dans un trafic très dense. De plus, le pont Whitestone du Bronx était complètement bouché à cause d'un semi-remorque en panne et de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le conducteur a donc tout fait pour attirer l'attention des agents en patrouille, chargés de la sécurité des usagers des transports dans la métropole. Le sergent Joseph Casale et son partenaire Eric Li se sont arrêtés sur la bande d'arrêt d'urgence pour soutenir le couple, avec le renfort de deux autres officiers.

Une visite à l'hôpital

« Il y avait beaucoup de choses à faire, beaucoup de circulation, et puis, évidemment, la mère qui accouchait », se souvient Eric Li, cité par le New York Post. Les policiers ont mis au monde le bébé sur le bord de la chaussée, avant l'arrivée des pompiers qui ont conduit la petite famille au New York Presbyterian.

Tarn : Une voiture Jurassic Park stationnée sur un parking d'Albi

« J'AI DÉPENSÉ SANS COMPTER »•

Ce véhicule aux couleurs du célèbre blockbuster est garé sur un parking du Tarn depuis plusieurs mois Elle est visible depuis la rocade de la préfecture du Tarn et attise la curiosité des automobilistes du département depuis quelque temps, d'après Actu.fr. Mais que les Albigeois se rassurent, aucun T-Rex en cavale n'a été signalé.

Cette voiture semblable à celles du film Jurassic Park est garée sur un parking d'Albi (Tarn), juste après le Service départemental d'incendie et de secours, en direction de Rodez (Aveyron). La Ford Explorer jaune et verte rayée de rouge appartient à une entreprise située juste à côté du parking. Il s'agit d'un carrossier de la rue Jean-Rostand, DG Classic.

Un modèle rare

Son propriétaire, Jonathan Diogo, est l'un des deux associés de la carrosserie.

Ce quadragénaire l'a acheté en Andorre, « il y a trois ou quatre ans ».Il s'est ensuite lancé dans un long travail de reconstitution pour parvenir à recréer un modèle identique aux voitures du célèbre film de Steven Spielberg, qui date de 1993.

D'après lui, « les Ford Explorer de cette époque sont plutôt rares » et il lui manque encore le pare-chocs et quelques accessoires intérieurs. Ce passionné de dinosaures ajoute que beaucoup de gens viennent admirer sa Ford Jurassic Park, comme



« un père qui vient la montrer à son fils » par exemple. Une attraction qui contribue au succès de son entreprise, spécialisée dans les carrosseries de voitures de luxe.

La folle utopie d'Arcosanti, un rêve d'architecte en plein désert qui inspire les urbanistes



Dans les années 1970, l'architecte italo-américain Paolo Soleri imagine la ville d'Arcosanti (Arizona, États-Unis) pour donner corps à son concept "d'arcologie", fusionnant l'architecture et l'écologie. Une utopie riche d'enseignements sur la vie dans le désert.

Nous sommes à environ 110 kilomètres de Phoenix, la capitale de l'Arizona. D'étranges structures en demi-cercles émergent du sable, tels des vaisseaux spatiaux abandonnés là par leurs passagers. Un touriste égaré s'attendrait à voir débarquer des acteurs munis de sabres lasers, ou un réalisateur ayant choisi ce décor pour tourner son film de science-fiction.

En réalité, les habitants d'ici n'ont rien à voir avec l'industrie du cinéma. La plupart sont agriculteurs ou artisans, travaillant la terre, le bronze ou la céramique. Bienvenue à Arcosanti, une ville-utopie qui semble avoir poussé tel un cactus sur le sol aride du désert de Sonora. Et pour cause : son architecte, l'Italo-américain Paolo Soleri, l'a façonnée à partir de boue, ou plus exactement de limon.

Leilani Marie Labong, une journaliste basée à San Francisco, s'y est rendue pour Bloomberg (23 octobre 2025). D'après notre consœur, cette cité n'a peut-être pas connu le succès escompté – conçue pour 5 000 âmes, elle n'en compte aujourd'hui que 38 –, mais elle n'en reste pas moins une illustration précieuse des tentatives humaines pour vivre en communauté malgré la chaleur extrême.

Canaliser l'ombre en été, absorber la chaleur en hiver

Dômes, arches, absides… La forme géométrique de prédilection semble être le cercle, présent sous toutes ses déclinaisons.

Mais le véritable point commun de ces structures réside dans leur orientation : à l'image des habitations troglodytes du peuple amérindien Pueblo, l'architecture "passive" du site canalise ainsi l'ombre en été et absorbe la chaleur du soleil en hiver, décrit la reporter.

Arcosanti correspond à la matérialisation, dans le monde réel, d'un concept appelé "arcologie" – des communautés compactes et autosuffisantes alliant architecture et écologie, présentées par Paolo Soleri dans son ouvrage "La Ville à l'image de l'Homme" (version française parue aux éditions Parenthèses, 1992).

Ce prototype urbain illustre ainsi comment les "principes fondamentaux" de l'arcologie peuvent s'appliquer dans le désert. À savoir : des systèmes intégrés pour l'alimentation, l'énergie et l'eau ; la "frugalité élégante", c'est-à-dire faire plus avec moins, à l'instar de la sobriété heureuse chère à Pierre Rabhi ; et surtout la "densité limitée".

Les huit hectares "praticables" d'Arcosanti sont ainsi entourés de 1 600 hectares de désert protégé. "Dans le désert, si l'on s'étend trop, on ne fait que paver, installer des canalisations et pomper toujours plus loin ; ce n'est pas durable", explique en effet Emily Yetman, directrice exécutive de l'association Living Streets Alliance, spécialisée dans la mobilité piétonne à Tucson, citée par Bloomberg :

L'étalement urbain consomme des terres et de l'eau sans rien donner en retour. C'est l'inverse de ce qui fonctionne pour un lieu comme celui-ci.

Si des accusations d'inceste ont terni l'image de l'architecte après sa mort en 2013, le modèle qu'il a élaboré lui a néanmoins survécu. Les habitants d'Arcosanti continuent d'entretenir les structures existantes et, très progressivement, en construisent de nouvelles, en contrepartie de "modestes allocations" versées par une fondation à but non lucratif, ainsi que d'un hébergement et des repas.

Malgré sa "dépendance" aux allées et venues des bénévoles et des résidents, sans parler de ses difficultés financières "chroniques", la ville a su maintenir son autosuffisance grâce à un petit verger, à des potagers et à un champ de maïs – même si la plupart des habitants se rendent encore en voiture jusqu'à la vallée voisine de Prescott pour faire leurs courses, nuance la journaliste.

Les héritiers d'Arcosanti dans le monde

Le mythe d'Arcosanti "résonne" en tout cas aujourd'hui à travers des projets architecturaux du monde entier, depuis le quartier piétonnier de "Culdesac" situé dans la ville voisine de Tempe jusqu'aux vastes programmes urbains développés au Moyen-Orient, lesquels empruntent souvent à des techniques ancestrales de refroidissement.

Ainsi, The Line, la ville phare (mais contestée) du projet Neom en Arabie saoudite, prévoit par exemple des murs en forme de canyons – plus hauts que l'Empire State Building (381 m) – pour rafraîchir les rues, tandis que Masdar City, inaugurée en 2007 par les Émirats arabes unis, s'inspire respectivement des "moucharabiehs" et du "barjeel" pour filtrer le soleil et canaliser la brise jusqu'au niveau de la rue.

Voici pourquoi les tempêtes tropicales lentes sont particulièrement dangereuses

À L'HEURE où nous écrivons ces lignes, la tempête tropicale Melissa menace de se transformer en ouragan et progresse – très lentement – vers la Jamaïque. Particulièrement dangereuses, les tempêtes à faible vitesse de déplacement telles que celles-ci pourraient se multiplier à l'avenir. 5 kilomètres par heure : c'est la vitesse à laquelle la tempête tropicale Melissa se déplace en mer des Caraïbes. Pour certains météorologues, celle-ci s'annonce comme "la plus dévastatrice de la saison", menaçant de se transformer en ouragan à l'approche de la Jamaïque après avoir arrosé l'île d'Hispaniola, berceau d'Haïti et de la République dominicaine (MétéoMédia, 23 octobre 2025). Cela signifie qu'en se déplaçant à pied, il est théoriquement possible de la dépasser. Pourtant, ce type de tempête s'avère d'autant plus dangereux, pointent nos confrères de CNN (23 octobre).

En effet, la vitesse de déplacement et la destination d'un ouragan sont sous l'influence "d'autres systèmes météorologiques" tels qu'un front froid ou une baisse du courant-jet. Lorsque ces influences sont très faibles, voire absentes, une tempête peut "errer" pendant des jours, déversant alors des pluies torrentielles sur son passage.

Risque d'intensification accru

Conjuguée à des vents faibles en altitude, cette progression lente peut "favoriser l'intensification" d'une tempête comme Melissa en un "ouragan majeur" de catégorie 3 ou plus, note le média américain. Actuellement, la mer des Caraïbes possède des eaux parmi les plus chaudes de l'océan Atlantique, et la tempête pourrait donc se nourrir de cette énergie.

L'activité orageuse dans les Caraïbes a été faible jusqu'à présent en 2025, en raison de forts vents en altitude qui ont empêché les tempêtes de s'intensifier, explique Kerry Emanuel, météorologue spécialiste des cyclones tropicaux au Massachusetts Institute of Technology (MIT). Désormais, il juge l'intensité potentielle "assez élevée", comparée à la moyenne 1979-2023 pour cette période de l'année.

L'ouragan Harvey de 2017 est un exemple dévastateur de tempête lente : il a produit 1,53 m de pluie dans le sud-est du Texas, soit le cumul de précipitations le plus élevé jamais enregistré pour un cyclone tropical aux États-Unis.

Une conséquence du changement climatique ?

Dans une étude contestée, James Kossin, ex-chercheur à l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA) et enseignant à l'université du Wisconsin, avait décrit un "ralentissement global" de la vitesse de progression des cyclones tropicaux (Nature, juin 2018).

En cause : des changements au niveau de la circulation atmosphérique en altitude, "conformes" selon lui aux prévisions de réchauffement climatique.

Cependant, le ralentissement de la vitesse de déplacement des tempêtes n'a "pas encore été lié de manière certaine" au changement climatique d'origine humaine, nuance Kieran Bhatia, météorologue de la société de gestion des risques et de réassurance Guy Carpenter.

Le dernier rapport majeur du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a ainsi constaté une tendance qui ne s'explique "pas uniquement" par la variabilité naturelle, avec un niveau de confiance "moyen", précise-t-il.

Appartement A vendre

Vente Appartement F3 · Ruisseau-Alger, en face Tramway et le métro.
(Les Fusillés), à coté de les moyens de transports.
téléphone : 0772.39.99.06 - 0542.57.58.11



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger

Tél. :
(020) 06.44.02
(070 25.19.19
Fax : (020) 06.38.26

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****

IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

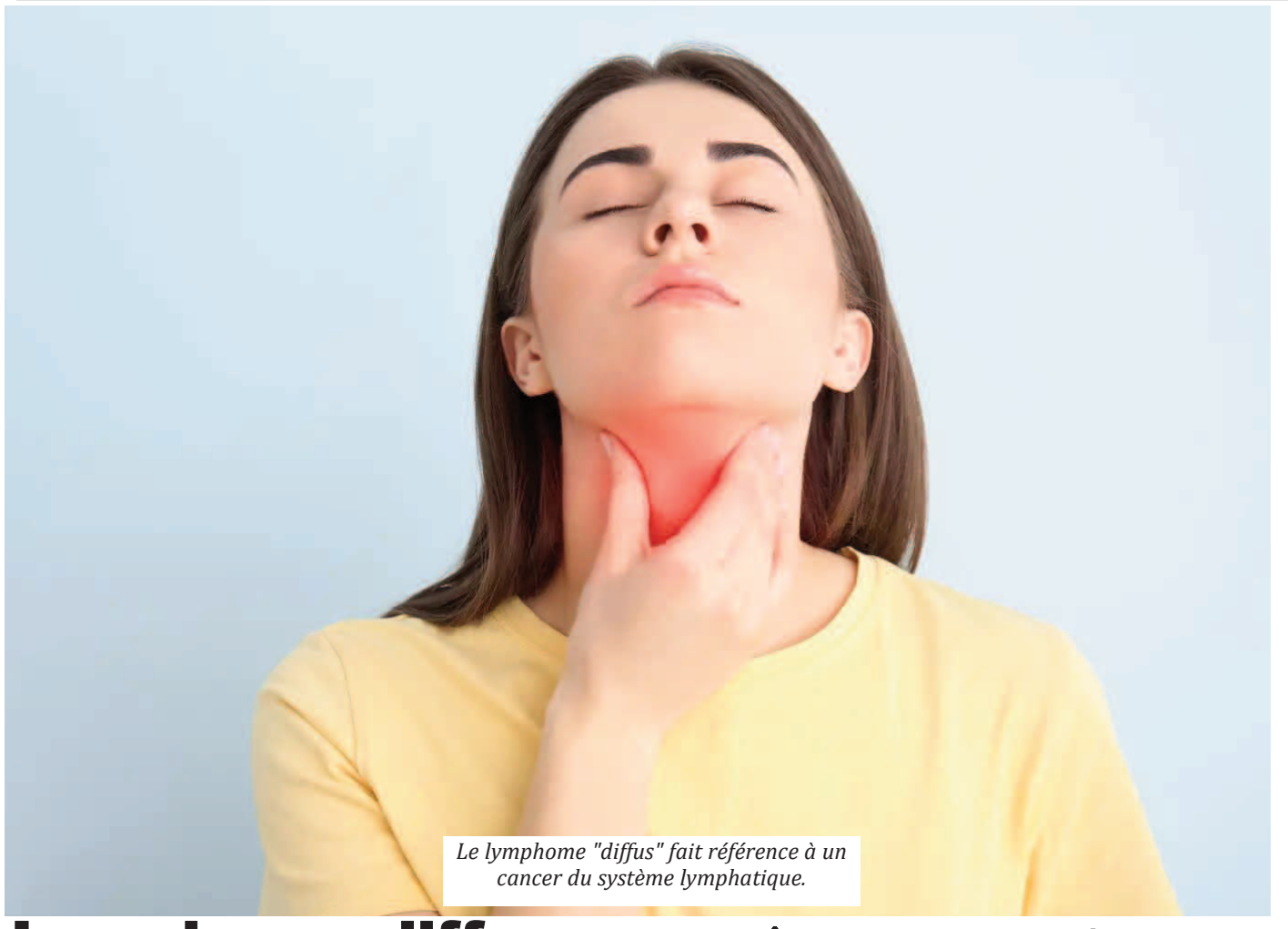
Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******

BUREAUX RÉGIONAUX

- Annaba
  3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
  Mob. : (0662) 18.41.81
  Fax : (038) 80.20.36
- Tizi Ouzou
  6, rue Capitaine Si Abdallah
  15 000
  Tizi Ouzou
  Tél. : (026) 22.95.62
  Fax : (026) 22.95.62
- Constantine
  Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
  Constantine
  Tél-Fax : (031) 66.32.64
- Bejaïa
  Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
  Bureau N° 10
  N° Tél : 034-12-66-21
  Email : ljibejaia@yahoo.fr
- TipasaB.P. 66-A
  42 000 Tipasa
  Tél. : (024) 43.60.26

© 1990-2025

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.



Le lymphome "diffus" fait référence à un cancer du système lymphatique.

Lymphome diffus : symptômes, pronostic, qu'est-ce que c'est ?

Un lymphome est un type de cancer qui affecte le système lymphatique. Ce dernier est composé de ganglions lymphatiques, de la rate, et d'autres tissus lymphoïdes, et joue un rôle essentiel dans la défense du corps contre les infections et les maladies. "Les lymphomes se forment lorsque les cellules lymphatiques (lymphocytes) commencent à se développer de manière anormale, explique le Pr Steven Le Gouill, hématologue et directeur de l'ensemble hospitalier de l'Institut Curie. Ils peuvent se développer dans n'importe quelle partie du corps où se trouvent les tissus lymphatiques." Les deux principaux types de lymphomes sont le lymphome hodgkinien et les lymphomes non hodgkiniens.

C'est quoi le lymphome diffus ?

"Le terme "lymphome diffus" fait référence à un lymphome diffus à grandes cellules B (LDGCB), qui est un type de cancer lymphatique, poursuit le médecin. C'est l'un des types le plus fréquent de lymphome non hodgkinien, un cancer qui affecte le système lymphatique. On compte près de 5000 nouveaux cas par an." Dans le lymphome diffus à grandes cellules B, les lymphocytes B, qui sont un type de globules blancs responsables de la production d'anticorps, deviennent anormales et se multiplient de manière incontrôlée. Elles entament ainsi la structure anatomique du ganglion et se propagent. La maladie n'est souvent pas localisée. Ce lymphome peut ainsi toucher plusieurs aires ganglionnaires situés dans différentes régions du corps, par exemple :

Les ganglions lymphatiques périphériques (cou, aisselles, aine, bras...).

Les ganglions lymphatiques médiastinaux situés dans la région médiastinale, entre les poumons, derrière le sternum.
Les ganglions lymphatiques abdominaux, situés dans la cavité abdominale, autour des organes tels que l'estomac, le foie et les intestins.
Les ganglions lymphatiques pelviens, situés dans la région pelvienne, près des organes reproducteurs et du bas-ventre.

Quelles sont les causes d'un lymphome diffus ?

Les causes exactes du lymphome diffus à grandes cellules B ne sont pas clairement définies. "En revanche, il n'y a pas de prédisposition génétique ou héréditaire au développement d'un lymphome diffus." Le risque de lymphome augmente généralement avec l'âge. "Le LDGCB est souvent diagnostiqué chez des adultes de plus de 70 ans, bien qu'il puisse affecter des personnes de tout âge et des deux sexes." Les personnes dont le système immunitaire est affaibli en raison de maladies auto-immunes ou de traitements immunosuppresseurs ont un risque accru de développer un lymphome. "Certaines infections virales, telles que le virus d'Epstein-Barr (EBV) et le virus de l'immunodéficience humaine (VIH), ont été associées à un risque accru de lymphome." Enfin, une exposition prolongée à certains produits chimiques ou agents toxiques peut être associée à un risque accru de lymphome diffus, bien que ces liens ne soient pas toujours clairs.

Des symptômes très généraux

Les symptômes du lymphome diffus à grandes cellules B sont inconstants
et souvent très généraux. Ils comprennent :
Une fièvre non expliquée
Des sueurs nocturnes excessives, souvent trempant les vêtements de nuit
Une perte de poids significative sans raison apparente
"On peut également constater à l'examen clinique que certains ganglions sont augmentés de volume, notamment dans le cou, les aisselles ou l'aine", atteste le Dr Le Gouill. "Si le lymphome se propage aux ganglions dans la poitrine, cela peut entraîner des problèmes respiratoires. Des douleurs ou des masses abdominales peuvent comprimer les organes."

Le diagnostic doit être confirmé par une biopsie d'un ganglion ou d'un autre tissu affecté

"Le tissu prélevé lors de la biopsie est examiné au microscope par un anapathologiste pour déterminer la présence de cellules cancéreuses, le type de lymphome." Des examens d'imagerie comme un scanner et une tomographie par émission de positrons (TEP) doivent être réalisés pour déterminer le stade, évaluer la taille des ganglions lymphatiques, détecter des masses ou évaluer la présence de lymphome dans d'autres organes. Sur la base de ces informations, l'équipe médicale peut élaborer un plan de traitement adapté au stade et aux caractéristiques spécifiques du lymphome.

Chimiothérapie et immunothérapie en traitement

Le traitement du lymphome diffus à grandes cellules B associe chimiothérapie et immunothérapie. La chimiothérapie demeure le traitement de première ligne pour le LDGCB. Elle implique l'utilisation de médicaments anticancéreux qui visent à détruire les cellules cancéreuses. "En complément, de la chimiothérapie, on associe une immunothérapie ciblant le CD20, une protéine présente à la surface des cellules tumorale, détaille notre interlocuteur. Un anticorps monoclonal anti-CD20 est donc toujours associé à la chimiothérapie pour traiter le LDGCB." Six à huit cycles sont généralement proposés espacés de 15 jours à 3 semaines. Pour les patients réfractaires à ce traitement (environ 20%) ou récidivants, les médecins peuvent proposer une thérapie cellulaire CAR-T (chimeric antigen receptor T-cell). "C'est une approche innovante qui est basée sur la modification certaines cellules immunitaires, les lymphocytes T, du patient qui peuvent alors cibler les cellules cancéreuses."

Quel taux de survie ?

Les taux de survie pour le lymphome diffus à grandes cellules B (DLBCL) varient en fonction de plusieurs facteurs, notamment le stade de la maladie, la réponse au traitement, la santé générale du patient et d'autres caractéristiques individuelles. "Pour des patients âgés de moins de 60 ans, le taux de survie est autour de 85% à 5 ans. Pour des patients âgés de plus de 70 ans, il est de 60%."

Cancer : que signifie la présence d'une "tache" à l'examen ?



A LA SUITE d'un examen d'imagerie médicale (échographie, IRM, Tep scanner), le médecin vous a parlé d'une "tache" ?
Dans le milieu médical, et plus particulièrement en oncologie, la présence d'une tache lors d'un examen d'imagerie - tels que des radiographies, des mammographies, des échographies, des scanners ou des IRMs - peut être anxiogène pour le patient. "Ces anomalies peuvent être découvertes lors d'un examen de dépistage notamment le dépistage du cancer du sein, dans le cadre d'un parcours de suivi de soins oncologiques, ou de manière fortuite lors de la réalisation d'examens dans le cadre d'une autre maladie" précise le Dr Guillaume Le Bihan, oncologue-radiothérapeute. Voilà ce que ça peut vouloir dire.

Une tache au poumon, foie ou cerveau ?

Une "tache" peut être détectée au niveau :
Des os : des taches osseuses peuvent indiquer des anomalies telles que des lésions, des fractures, des infections osseuses (ostéomyélite) ou des métastases osseuses provenant d'un cancer primaire apparu initialement ailleurs dans le corps.
Du foie. "Elles peuvent alors être associées à des masses hépatiques, telles que des kystes, des hépatomes (tumeurs du foie) ou des métastases de cancers provenant d'autres organes."
Du cerveau : "Des taches cérébrales détectées à l'aide de l'IRM ou du scanner cérébral peuvent être liées à des tumeurs cérébrales primaires, des métastases, des lésions vasculaires ou d'autres anomalies."
Les taches peuvent également apparaître au niveau d'autres organes tels que les reins, les organes abdominaux, le tractus gastro-intestinal...

C'est quoi une tache ? Un cancer ?

"Il s'agit d'un terme générique qui ne veut pas systématiquement dire cancer" rassure le Dr Guillaume Le Bihan. Il peut s'agir d'autres anomalies comme :
► Des lésions bénignes : certaines taches peuvent être des kystes, des nodules ou d'autres formations qui ne sont pas cancéreuses. "Par exemple, un simple kyste liquide dans le foie ou un nodule bénin dans le sein peut apparaître comme une tache sur une image médicale."
► Des fibromes (également appelés léiomyome ou fibromyome) : il s'agit de tumeurs non cancéreuses qui se développent par exemple dans le tissu musculaire de l'utérus. "Ces tumeurs sont composées de cellules musculaires lisses et de tissu conjonctif."
► Des lésions inflammatoires telles que des granulomes. "Elles peuvent prendre la forme de masse sur des images, notamment dans les poumons."
La détection d'une tache sur une image médicale peut aussi être interprétée comme une récidive d'un cancer sans forcément être une métastase.

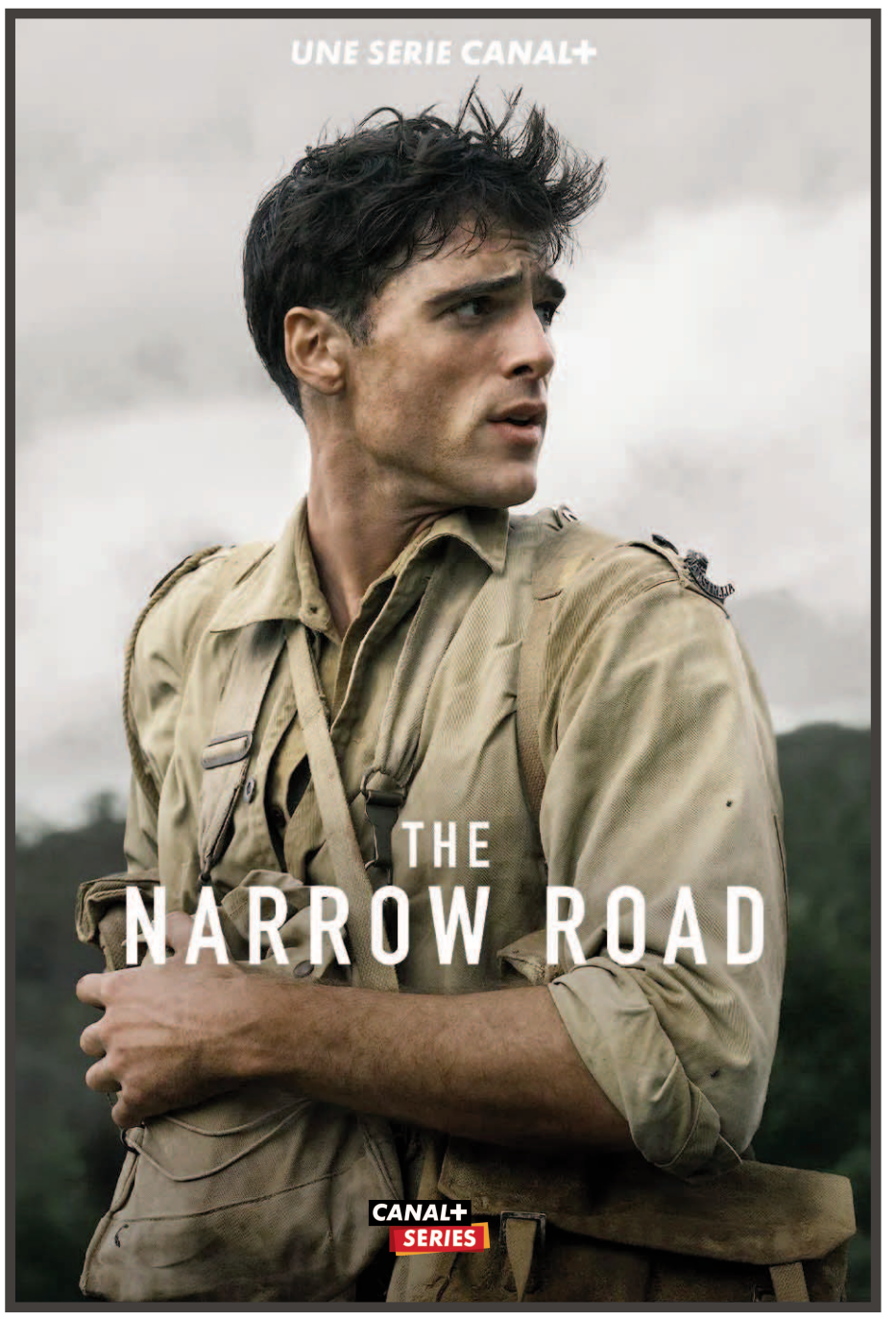






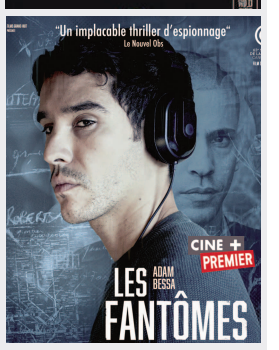






JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h00 Série policière - Etats-Unis 2022 — TF1
S.W.A.T.

21h00 Téléfilm policier - France 2024 — France 2
Candice Renoir

21h00 Jeu - France 2025 — M6
La roue de la fortune célébrités

21h00 Voyage - 2025 — CANAL+
Souvenirs - le fabuleux voyage de Seb et Sofyan

20h50 Divertissement — W9
France
Le Morning Night : les pépites

20h55 Film d'action — CINE+ FRISSON
France - 2008
Largo Winch

21h05 Comédie — 6ter
France - 2015
Papa ou maman

21h00 Thriller - allemagne 2024 — CINE+ PREMIER
Les fantômes

21h50 Golf — CANAL+ SPORT
Le 5e tour

21h00 Drame - Etats-Unis Allemagne 2024 — CINE CINEMA
5 septembre

20h50 Film fantastique — CANAL+ family
Etats-Unis - 2015
Chair de poule : le film

21h15 Comédie — TMC
France - 2021
Pourris gâtés

21h00 la chaine CANAL+ SERIES



Série dramatique (Allemagne - 2025)
Saison 1 - Épisode 1/2/3

Un monde meilleur

À Rheinstadt, en Allemagne, le maire Amir Kaan (Steven Sowah) et la juriste Petra Schach (Maria Hofstätter) s'engagent dans une initiative audacieuse baptisée TRUST, visant à transformer le système pénitentiaire traditionnel. Ce programme novateur propose une réhabilitation des détenus, leur permettant de travailler et de vivre en dehors des murs de la prison, dans l'espoir de faciliter leur réintégration dans la société. Cependant, cette approche révolutionnaire ne fait pas l'unanimité.

23h25

Série de guerre (Australie - Etats-Unis - 2025)
Saison 1 - Épisode 1

The Narrow Road

Alors qu'il s'apprête à prononcer un discours pour le lancement de son dernier livre, Dorrigo Evans (Jacob Elordi), un célèbre chirurgien et héros de guerre, se retrouve submergé par les souvenirs d'une période sombre de sa vie. Prisonnier de guerre pendant la Seconde Guerre mondiale, il évoque les épreuves qu'il a endurées aux côtés de ses camarades, alors qu'ils sont soumis aux horreurs de la captivité dans un camp japonais.

HORAIRES DES PRIÈRES

ANNABA					
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	
05:15	12:13	15:11	17:35	19:00	

CONSTANTINE				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
05:20	12:17	15:17	17:40	19:05

ALGER				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
05:34	12:31	15:31	17:55	19:19

OUARGLA				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
05:23	12:22	15:28	17:51	19:11

CHLEF				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
05:41	12:38	15:38	18:02	19:26

MOSTAGANEM				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
05:45	12:43	15:43	18:07	19:31

ORAN				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
05:48	12:46	15:47	18:10	19:34

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8327 — MERCREDI 29 OCTOBRE 2025
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	27°	16°
Oran	29°	18°
Constantine	24°	9°
Ouargla	27°	16°

63e ANNIVERSAIRE DE LA SOUVERAINETÉ MÉDIATIQUE

Un acquis de l'Algérie victorieuse

La Radio et la Télévision algériennes ont célébré, hier, le 63e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale sur les deux institutions, qui coïncide avec le 28 octobre de chaque année, lors d'une cérémonie officielle au siège de la Radio nationale (ENRS) à Alger.


La voix de l'Algérie résistante.

A cette occasion, une gerbe de fleurs a été déposée devant le monument commémoratif dédié à cette date symbolique, qui marque le défi qu'ont réussi à relever les Algériens des deux institutions le 28 octobre 1962. La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre de la Communication, Zoheir Bouamama, du ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Abdelmalek Tacherift, du conseiller du président de la République en charge de la Direction générale de la communication, Kamel Sidi Saïd, ainsi que du directeur général de la Télévision algérienne. Des représentants d'organismes et d'institutions médiatiques nationaux, arabes, africains et européens y ont également pris part, aux côtés de journalistes, techniciens et employés des deux établissements publics.

A la veille de cette célébration, le ministre de la Communication, Zoheir Bouamama, a réitéré, lors d'un colloque organisé par l'Assemblée populaire nationale (APN), placé sous le thème «Médias et communication : du service de la Révolution aux défis contemporains», la volonté de l'Etat de «soutenir les médias nationaux et de renforcer leur professionnalisme». Il a, à cet égard, fait ressortir «leur rôle stratégique face aux défis actuels». Abordant, en ce sens, les enjeux auxquels les médias sont confrontés, le ministre a indiqué qu'ils sont appelés «à préserver les acquis de l'Algérie nouvelle et victorieuse dont les fondations ont été posées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune».

Dans ce sillage, il a déclaré que «l'objectif consiste à parachever une vision ambitieuse pour l'Algérie actuelle, visant le renforcement d'un front intérieur solide en cohésion avec les institutions de l'Etat et l'Armée nationale populaire et renforcer les bases de l'économie afin de hisser l'Algérie au rang des pays émergents».

Le même orateur a également appelé les médias nationaux à «veiller à véhiculer une image exemplaire de l'Algérie, à conforter son rôle et sa place, à défendre ses positions et ses principes, et à déjouer tous les plans malveillants et les tentatives désespérées visant à ébranler sa stabilité et son unité», les qualifiant de «première ligne de défense» du pays. S'agissant du thème du colloque, le ministre a mis en exergue la mission accordée à la presse durant la Révolution, estimant qu'elle avait contribué à la formation de la conscience nationale et à la mobilisation du peuple. Il a également mis en exergue «la contribution des pionniers de la Radio de la Révolution», qualifiée de «voix de l'Algérie résistante», ainsi que de l'Agence Algérie Presse Service, présentée comme «un rempart solide face au narratif colonial».

Khalil A.

APW DE BÉJAÏA

Relance des secteurs vitaux

INTERVENANT à l'occasion de l'ouverture de la 3e session ordinaire de l'APW de Béjaïa, le wali de Béjaïa Kamel-Eddine Karbouche estime que la rentrée sociale est caractérisée par une véritable relance touchant tous les secteurs vitaux de la vie du citoyen grâce à la mobilisation de tous les moyens appropriés. Lesquels tournent sur «la préparation des infrastructures sur le plan de l'entretien, des équipements, matériel pédagogique, l'ouverture des cantines scolaires, le transport scolaire, la mise en service de plusieurs et nouveaux établissements scolaires et le règlement immédiat de toutes les insuffisances observées à l'échelle de la wilaya afin de garantir des conditions de scolarité adéquates à nos enfants».

Le wali a enchainé que d'»importants montants financiers ont été alloués pour la prise en charge des conditions de scolarisation des élèves sur tous les plans», après avoir souligné «que cette session, qui intervient à la veille de la commémoration du 71e anniversaire du déclenchement de la guerre de libération nationale, ne fera que «renforcer notre détermination à fournir plus d'efforts, relever tous les défis par le dialogue, la solidarité et l'entraide afin de concrétiser tous les objectifs fixés». Pour lui, «cette rencontre est une opportunité d'aborder les actions menées dans différents secteurs surtout ceux ayant une relation directe avec les conditions de vie des citoyens». Au sujet de l'eau potable, le chef de l'exécutif a rappelé le lancement voire l'inscription de plusieurs projets dans le but d'améliorer l'approvisionnement des populations en eau potable à l'échelle de la wilaya. Il a affirmé que des «actions ont été initiées afin de trouver des solutions à toutes les insuffisances qui ont été remarquées afin de garantir l'amélioration de l'approvisionnement des citoyens en cette denrée vitale à commencer par le traitement des fuites, le renouvellement des conduites et la mise en service de la station de dessalement d'eau de mer de Tighremt qui produira d'ici peu 240 000m3/jour». Poursuivant son intervention, le chef de l'exécutif a affirmé ensuite qu'il travaille avec «responsabilité et dans la transparence sur le terrain pour traiter toutes les insuffisances existantes en coordination avec les acteurs concernés». Selon lui, «la concrétisation des projets inscrits ou en cours de réalisation recommande la contribution de toutes les forces vives». Inaugurant la session ordinaire de l'APW, le P/APW Bachir Barket est revenu dans son intervention sur le retard accusé pour la réouverture du centre d'enfouissement technique (CET) de Sidi Boudrahem fermé depuis 4 ans et qu'il a qualifié «d'échec». Pour lui, «le retard est de nature à hypothéquer le projet d'éradication de la décharge de Boulimat pour qui une enveloppe de 80 milliards de centimes avait été débloquée». Il a demandé, à ce propos, «une enquête» afin de déterminer les responsabilités et en comprendre les raisons. Il a, ensuite, évoqué «le retard accusé dans la réalisation des stations d'épuration d'eaux usées à Akbou, Sidi-Aïch et d'Oued-Ghir, l'aménagement des Oueds traversant la ville de Béjaïa et ternissant son image et la crise d'eau potable qu'a vécu de nombreuses localités de la wilaya durant la saison estivale en dépit du niveau d'eau emmagasinée par le barrage Tichi-Haf s'élevant à 40 %». «Une crise», dit-il, dont «les principales raisons sont dues au taux important de déperdition d'eau en raison de la dégradation des réseaux AEP, le retard dans le transfert de la gestion de l'eau vers l'ADE et le retard dans la prise en charge des besoins de la wilaya en la matière pourtant formulés lors d'une la session tenue les 17 et 18 octobre 2022 consacrée au secteur». Une session au cours de laquelle «un état des lieux, les priorités et les besoins de la wilaya en matière d'assainissement, d'eau potable et d'équipements avaient été dressés», regrette-t-il.

Notons que lors des débats, des élus n'ont pas manqué de relever les retards accusés dans la concrétisation des projets structurants de la wilaya dont «la dernière tranche de la pénétrante autoroutière, le centre anti-cancer (CAC), le stade Olympique, le téléphérique, le CHU, l'aménagement des gorges de Kherrata, entre autres. Les élus ont, également, adopté lors de cette session «le plan de réhabilitation et de sauvegarde de l'ancienne ville de Béjaïa entrant dans le cadre de décret exécutif 13-187 daté du 06 mai 2013».

N. Bensalem



AIR ALGÉRIE

Deux nouvelles lignes vers la Chine et les Pays-Bas

LA COMPAGNIE aérienne nationale, Air Algérie, a annoncé, hier, le lancement de deux nouvelles destinations, l'une vers la Chine et l'autre vers les Pays-Bas. Pour la Chine, il s'agit de desservir Guangzhou, dont la ligne a été lancée avant-hier, le 27 octobre 2025, selon un communiqué de la compagnie aérienne. Pour la deuxième destination, c'est vers la ville de Rotterdam que sera ouverte la nouvelle ligne, et ce, depuis hier. Selon la même source, ces nouvelles destinations s'inscrivent dans «la stratégie de la compagnie visant à renforcer sa présence à l'international et à connecter l'Algérie à des pôles économiques et commerciaux majeurs en Asie et en Europe», est-il noté dans le communiqué.

La compagnie aérienne nationale souligne également son «engagement à moderniser» sa flotte et à élargir son réseau, contribuant à consolider la position du transporteur national et à renforcer le rôle de l'Algérie en tant que hub régional du transport aérien. Par ailleurs, le PDG d'Air Algérie, Hamza Benhamouda, a récemment annoncé que la première des nouvelles acquisitions de la compagnie, un Airbus A330-900, atterrira à l'aéroport international Houari Boumediene le 12 novembre prochain. Cette livraison marquera le coup d'envoi du programme de renouvellement et d'expansion de la flotte, lancé en 2023 et prévoyant l'acquisition de 18 appareils neufs.

Dans le cadre de son déploiement à l'étranger et notamment vers les pays africains, Air Algérie a annoncé, le 8 octobre dernier, l'ouverture d'une nouvelle ligne Alger - N'Djamena (Tchad) avec escale à Douala (Cameroun) à partir du 21 octobre 2025 dans le cadre de son programme hivernal. L'ouverture de cette nouvelle ligne «s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer les liaisons aériennes entre l'Algérie et les autres pays du continent africain et à intensifier la coopération et les échanges économiques, commerciaux et culturels avec la République du Tchad, pays frère», avait affirmé Air Algérie.

M. B.